



Publication «CCIA-BML»



p17. François Hollande aux Libanais : « Vous êtes un exemple du vivre ensemble »



p9. Vers une nouvelle stratégie touristique au Liban



p5. Les réserves en devises de la BDL, le bouclier indispensable à la stabilité monétaire



p7. Relance économique : critères et contraintes



p11. Faire appel à la diplomatie des affaires



p13. 3e édition de SmartEx : une plateforme d'innovation



p15. Comment rebooster les investissements directs étrangers au Liban ?



p23. Employers' Survey Lebanon



p25. The Chamber of Tripoli on the National scene



p29. CCIAT hosts a symposium on «the Silk Road and its Role in the Development of the North»



p32. CCIAZ: Development Strategy for the Bekaa region

L'index page 2



INDEX

En français

- p2.** La délégation économique russe promet une nouvelle ouverture vers les PME
- p3.** Actus du mois
- p5.** Les réserves en devises de la BDL, le bouclier indispensable à la stabilité monétaire
- p7.** Relance économique : critères et contraintes
- p9.** CES: Vers une nouvelle stratégie touristique au Liban
- p11.** Faire appel à la diplomatie des affaires : quels atouts pour le secteur privé ?
- p13.** 3e édition de SmartEx : une plateforme d'innovation
- p15.** Comment booster les investissements directs étrangers au Liban ?
- p17.** François Hollande aux Libanais : « Vous êtes un exemple du vivre ensemble »

- p19.** Hospitality Services annonce les nouveautés de la 26e édition d'HORECA
- p20.** Le Liban deviendra-t-il une plateforme pour la coopération entre Chypre et les pays arabes ?

In English

- p21.** CCIA-BML certified exports in 2018 - Summary of the report's main findings
- p23.** Employers' Survey Lebanon
- p25.** The Chamber of Tripoli on the National scene
- p29.** CCIA Tripoli and North Lebanon hosts a symposium on «the Silk Road and its Role in the Development of the North»
- p30.** Fifth Egyptian - Lebanese Forum in Cairo to enhance joint investments and trade
- p32.** CCIAZ: Development Strategy for the Bekaa region
- p34.** SDG12: Responsible Consumption and Production

p36. Lebanon in figures**p37.** Trainings**p38.** Conferences**p38.** Business Opportunities**p39.** Exhibitions

La délégation économique russe promet une nouvelle ouverture vers les PME

Le ministre des Télécommunications, Mohamed Choucair, a accueilli le 20 mars au siège de la Chambre de Beyrouth et du Mont Liban, en présence du ministre du Tourisme, Avédis Guidanian, et des présidents des organisations économiques, une délégation russe d'envergure composée de dirigeants de grandes entreprises et de personnalités officielles ou du monde associatif, dont le président de la commission parlementaire de développement, Sergey Gavrilov, et le président de l'Association internationale des entreprises islamiques, Marat Kabaev, avec pour objectif la consolidation des relations économiques entre les deux pays.

Le président du conseil d'affaires libano-russe, Jacques Sarraf et son homologue russe, Alexander Gogolev, ainsi que le directeur exécutif du Conseil d'affaires, Mikhail Konovalov, ont tour à tour développé la situation bilatérale entre Moscou et Beyrouth.

« Les relations avec la Russie souffrent des sanctions imposées par les États-Unis qui affectent surtout les petites et moyennes entreprises libanaises qui n'arrivent pas à exporter en Russie, du fait des contraintes financières imposées par ces sanctions, et ce malgré une forte demande sur les

produits libanais », ont notamment reconnu les responsables.

Toutefois, au niveau de l'État libanais, le problème semble avoir été dépassé, et c'est la société pétrolière russe Novatec qui a été choisie pour se joindre au consortium formé par le géant français Total et l'italien Eni. De plus, le gouvernement précédent avait attribué à la société russe Rosneft une concession de 20 ans pour le stockage des hydrocarbures à Tripoli.

Actuellement, et toujours pour renforcer les relations économiques entre les deux pays, des négociations ont lieu pour discuter de l'exportation du vin libanais qui connaît une forte demande en Russie, dans l'espoir de servir d'orientation aux PME libanaises, sur la procédure à suivre pour reprendre l'exportation vers la Russie.

À l'issue de cette rencontre, des propositions ont été émises par les participants dont une, sur le plan financier, d'utiliser le rouble russe dans les échanges bipartites.

Le secrétaire général du Centre libanais de médiation et d'arbitrage, Rayan Kouatly, a suggéré « de créer au Liban un centre régional russe de médiation et d'arbitrage pour sécuriser la coopération



Jacques Sarraf et Alexander Gogolev apposant leur signature sur un accord de coopération.

à venir ». Une idée qui a trouvé un écho favorable.

À son tour, le président de l'Association des assureurs libanais (AIL), Max Zaccar, s'est dit favorable « à l'établissement au Liban d'une branche d'une grande compagnie d'assurance russe ou à la formation d'une joint-venture avec un assureur libanais ».

L'optimisme quant à une nouvelle dynamique dans les relations entre les deux pays était en tout cas au rendez-vous avec la visite de Michel Aoun en Russie fin mars.

Après cette rencontre, les contacts qui se sont intensifiés entre les entrepreneurs des deux pays trouveront certainement un champ de coopération au niveau des échanges et de l'investissement, en particulier dans l'optique de la reconstruction en Syrie et en Irak.



ACTUS DU MOIS

« Pensez au Liban », une campagne nationale pour la promotion de l'économie libanaise



Le président de la République Michel Aoun a appelé le 18 mars les Libanais à « la résistance pour améliorer l'économie ». Il a ainsi invité les citoyens à consommer des produits locaux et à encourager le tourisme au Liban. C'est durant une cérémonie au Palais de Baabda que « Pensez au Liban », la campagne nationale parrainée par le chef de l'État pour la promotion de l'économie libanaise, a été lancée en présence d'un parterre de personnalités dont le ministre des Télécommunications, Mohamed Choucair, le député Nicolas Sehanoui et le président de l'Association des commerçants de Beyrouth, Nicolas Chammas. Michel Aoun a estimé que « le Liban vit aujourd'hui une accumulation de crises, et non une seule crise », rappelant qu'il avait promis, il y a un an, s'attaquer à trois grands

dossiers, à savoir la crise économique, la crise des réfugiés syriens et la corruption. « Ces trois dossiers se complètent pour relancer l'économie libanaise », a-t-il dit. « Nous devons prendre parti pour nous-mêmes et encourager notre tourisme, notre commerce, notre industrie et notre agriculture, car c'est notre identité », a ensuite lancé le chef de l'État. « Nous voulons un cri fort et un engagement national pour sauver notre pays. Parce que l'économie libanaise restera la première, et que notre industrie est notre priorité, notre commerce, notre culture, notre agriculture et nos travailleurs », a-t-il défendu. À cette occasion, le président a chaleureusement félicité l'Association des commerçants de Beyrouth et son président, Nicolas Chammas, pour cette initiative.

Chris Rampling hôte de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban



Le vice-président de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, Nabil Fahed, a reçu l'ambassadeur britannique, Chris Rampling, le 14 mars au siège de la CCIA BML. À cette occasion, le diplomate était accompagné du négociateur en chef des accords commerciaux du Royaume-Uni avec les pays du Moyen-Orient, Ian Kendrick, à la tête d'une délégation rassemblant notamment Alice Vickers, experte juridique des affaires étrangères et du Commonwealth pour les accords commerciaux au Moyen-Orient. Au menu des discussions a notamment figuré la poursuite des discussions avec le gouvernement libanais sur la conclusion d'un accord bipartite qui pourrait relayer l'Accord d'Association lors du prochain Brexit. Nabil Fahed a mis en avant l'intérêt manifesté par le secteur privé libanais

à renforcer sa coopération économique avec la Grande-Bretagne, estimant que les échanges commerciaux étaient encore modestes. Il a aussi appelé les deux bords « à identifier les opportunités afin de travailler conjointement au mieux pour en tirer profit ». Le vice-président a par ailleurs proposé « la création d'un conseil d'affaires libano-britannique dont la tâche principale serait d'élaborer une feuille de route pour les relations économiques bilatérales ». Pour sa part, Ian Kendrick a déclaré que son pays est intéressé par la création avec le Liban même en cas de retrait du Royaume Uni de l'Union européenne « d'un cadre légal juridique entre les deux pays ». Il a aussi proposé « de signer un accord similaire à l'Accord d'Association pour la poursuite de la coopération économique au même rythme ». Najji Mouzannar, président de la commission des accords commerciaux groupant les Organisations économiques, a précisé que « l'accord d'association avec l'UE a entraîné 8 milliards de dollars de déficit pour 300 millions de dollars d'exportation et que l'État libanais n'allait pas continuer sur cette base ». Il a aussi souhaité qu'une négociation se fasse le plus rapidement possible avec les négociateurs anglais dont il a expérimenté le réalisme et la flexibilité par le passé lors de diverses négociations dans le cadre de l'UE. À son tour, le directeur général de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, Rabih Sabra, a proposé d'organiser des visites de délégations réciproques pour étendre le plus possible les relations entre le Royaume Uni et le Liban. « Ces délégations ne se limiteraient pas aux échanges commerciaux mais envisageraient également l'investissement dans l'un ou l'autre des deux pays, la coopération dans le cadre de la reconstruction et le partenariat public-privé », a-t-il notamment suggéré.

Les organisations économiques accueillent le ministre de l'Économie et du Commerce, Mansour Bteich



Mansour Bteich, le nouveau ministre de l'Économie et du Commerce, s'est réuni avec les responsables des organisations économiques, le 11 mars au siège de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban. Les participants ont évoqué la crise économique et financière et fait un état des lieux de la situation dans les différents secteurs. Mohamed Choucair a ouvert les pourparlers en sa qualité de président des OE, soulignant « l'existence de nombreuses difficultés et défis pour l'économie ». Il a mis l'accent sur « la nécessité d'unir tous les participants dans un atelier permettant de prendre des décisions et de mettre en place les mesures urgentes nécessaires pour sauver le pays et restaurer la

confiance du citoyen libanais ». Mohamed Choucair a aussi proposé d'organiser une réunion mensuelle entre Mansour Bteich et les organisations économiques afin de garantir la poursuite des discussions sur diverses questions économiques d'intérêt commun, ainsi que la création d'un comité chargé de suivre les accords conclus. De leur côté, les responsables des OE ont évoqué les défis auxquels sont confrontés les divers secteurs et les actions requises. Ils ont également mis l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre immédiatement les réformes nécessaires pour rétablir la confiance dans le pays. Pour sa part, le ministre de l'Économie a remercié le ministre des Télécommunications pour cette « réunion importante », affirmant que « la première tâche de son ministère consistait à formuler des politiques économiques pour le Liban », soulignant aussi la nécessité d'intégrer les politiques économiques aux politiques budgétaires et monétaires dans le cadre des grandes orientations. « Je suis convaincu que nous devons lancer des initiatives pour



ACTUS DU MOIS

stimuler les secteurs productifs et accorder une attention particulière à l'amélioration de la qualité de nos produits afin d'accroître leur compétitivité », a-t-il déclaré, défendant « un libéralisme économique modéré et équilibré ». Le responsable a aussi appelé à réduire les déficits budgétaires croissants en luttant contre l'évasion fiscale. Mansour Bteich a aussi assuré les participants que « le projet de budget 2019 inclurait de nombreuses réformes, dont celle de l'électricité ». À l'issue de cette réunion, il a été convenu de former un comité de coordination conjoint chargé de suivre les thématiques discutées et la mise en application des solutions déjà proposées.

Lancement du forum Changemaker



Le ministre des Télécommunications, Mohamed Choucair, a pris part à la conférence de presse organisée par la présidente du Conseil des femmes dirigeantes au Liban, Madiha Raslan, à la Chambre de Commerce de Beyrouth et du Mont Liban le 5 mars, pour annoncer le lancement du forum Changemaker, prévu en juin dans la capitale libanaise. Cet événement a eu lieu en présence de l'ancien ministre Jean Oghassabian et d'une foule d'acteurs économiques, de femmes d'affaires et de représentants d'entreprises émergentes. Ce forum vise à inciter les femmes et les jeunes à la prise d'initiatives et à créer de nouvelles entreprises innovantes dans différents domaines. Mohamed Choucair a indiqué que « le Liban éprouve le besoin de tels

événements pour récupérer son rôle pionnier dans la région ». Il a aussi promis « d'assurer tous les besoins des entreprises, en particulier l'accès à un Internet rapide, dans les plus brefs délais ». S'exprimant à la veille de la Journée internationale des femmes le 8 mars, il a aussi réitéré son soutien total aux femmes libanaises afin qu'elles puissent obtenir tous leurs droits. « Ce forum a pour but de donner aux femmes et aux jeunes plus de possibilités en leur proposant divers ateliers éducatifs, des réunions avec des dirigeants mondiaux et des personnalités influentes », a déclaré à son tour Madiha Raslan. « Cet événement durera deux semaines, au cœur de Beyrouth, dans un lieu exceptionnel que je ne peux pas vous dévoiler pour l'instant, mais je vous assure que ce sera sans précédent », a conclu l'ambassadrice des femmes dirigeantes.

Le ministre des Télécommunications reçoit des officiels français



Mohamed Choucair a reçu l'ambassadeur de France au Liban, Bruno Foucher, et l'attaché économique de l'ambassade, Jacques de Lajugie, le 25 février au siège du ministère des Télécoms. La réunion a porté sur les relations économiques bilatérales entre les deux pays, la conférence CEDRE et la nécessité de commencer à la mettre en œuvre avec toutes ses implications, projets et réformes, car elle constitue la base du retour de l'essor économique au Liban. L'ambassadeur français a notamment souligné que « son pays serait toujours aux côtés du Liban pour l'aider à retrouver sa santé économique et à mettre en place les conditions nécessaires au lancement des projets de réformes inclus dans CEDRE ».

Benefit from our online services
Connect now to our digital platform
<https://online.ccib.org.lb>

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



ECONEWS
The Chambers Newsletter

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	\$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	\$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	\$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	\$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272



Les réserves en devises de la BDL, le bouclier indispensable à la stabilité monétaire

Sasha Bustros

Leur nom est sur toutes les lèvres à chaque fois que les craintes d'une dévaluation de la livre se ravivent. On les évoque et invoque pour couper court aux rumeurs. Mais d'où viennent exactement ces réserves en dollars de la banque centrale ? À quoi servent-elles ? Et comment ont-elles évolué en vingt ans ? Éclairage

Depuis plus de deux décennies, le régime monétaire libanais est basé sur une indexation de la livre au dollar ayant permis d'enrayer des années de dévaluation vers la fin de la guerre civile (1975-1990) et les premières années post-conflit.

Au cœur de cette formule magique dénommée l'invariable « 1 dollar = 1.507,5 livres » - non sans conséquences négatives par ailleurs sur le plan économique, notamment en matière de compétitivité et d'exportations - résident les réserves en devises de la Banque du Liban (BDL).

Ce fonds de commerce, cette soupape indispensable, a permis depuis 1997 à la BDL d'intervenir pour recentrer les choses au besoin.

Et elle a été acculée à puiser dans ce puits à plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, lorsque, sous l'effet d'un choc exogène, les conversions vers le billet vert se mettaient en branle.

Cela s'était produit après l'assassinat en 2005 de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, durant la guerre de 2006 et plusieurs fois après le déclenchement de la guerre en Syrie, une période marquée par des secousses et des coups de théâtre politiques à répétition ainsi que des vides prolongés au niveau du pouvoir exécutif.

Ainsi, sur le seul mois de novembre 2017, après la démission surprise depuis Riyad du premier ministre Saad Hariri, la BDL a dû puiser plus de 800 millions de dollars dans son

stock de réserves étrangères pour éviter une dévaluation de la livre.

Le mécanisme est simple : lorsque les conversions se mettent en route, la demande pour le dollar augmente sur le marché, tandis que l'offre de livres devient plus abondante.

Dans un régime monétaire flottant, cette évolution des forces du marché aurait inéluctablement entraîné une dépréciation de la monnaie locale.

Mais c'est justement là où la BDL intervient sur le marché en tant que gros investisseur, et à rebours de la tendance générale, pour réajuster le tir et renouer avec l'ancien équilibre de l'offre et de la demande : elle achète ainsi les livres abandonnées par leurs anciens détenteurs sur le marché et procède à une vente du montant équivalent en dollars.

Cela se traduit par une baisse de la demande pour le billet vert et une hausse de la demande pour la livre.

En 22 ans, cette politique s'est avérée efficace et à toute épreuve, y compris dans les pires moments.

Les réserves en devises - hors réserves en or - ont augmenté en parallèle de 3 milliards de dollars en juin 2002 à un pic historique de 45 milliards en mai 2018.

État des lieux actuel

À la mi-mars, ces réserves s'élevaient à 39 milliards de dollars, un niveau jugé largement confortable comparé aux moins de 9 milliards en février 2005, quand l'assassinat de

Rafic Hariri avait provoqué un séisme politique inédit dans le pays, et aux 10,6 milliards en juillet 2006.

Si de nombreux analystes ont d'ailleurs réfuté ces derniers mois l'hypothèse, devenue une rumeur qui s'est répandue comme une trainée de poudre, d'une dévaluation imminente de la livre, c'est justement car ils jugeaient le montant actuel des réserves largement suffisant pour amortir des chocs au moins aussi importants que ceux de la décennie précédente.

La différence en revanche avec ces années de référence, est que le pays jouissait à l'époque d'une dynamique générale et d'une croissance plus propice à une reprise rapide et à un renflouement du stock de réserves. Et pas que localement, mais aussi dans la région et à l'échelle internationale.

Preuve d'une usure économique et de la confiance : en dépit des efforts fournis par la BDL ces dernières années pour maintenir artificiellement un niveau élevé de réserves en devises, notamment à travers les ingénieries financières et les opérations de swaps (lire plus bas), leur montant a assez nettement reculé au dernier trimestre de 2018 - marqué par des craintes croissantes sur l'issue de l'impasse politique.

Celles-ci sont passées de 43,5 milliards de dollars début octobre à moins de 39,7 milliards fin décembre.

Une tendance baissière qui s'est





poursuivie en début d'année, y compris après la formation du gouvernement, les réserves reculant à 39,3 milliards de dollars fin janvier puis à moins de 38,8 à la mi-mars.

Appétit pour les dépôts en dollars

Mais cette spirale baissière ne devrait pas tarder à s'inverser.

Première source de renflouement des devises étrangères de la BDL, les dépôts bancaires, notamment en dollars, connaissent un attrait particulier depuis quelques semaines.

Si les chiffres de février et de mars ne sont toujours pas disponibles, ceux de janvier indiquent déjà une augmentation de 6,2 milliards de dollars des dépôts en devises, à la faveur de l'augmentation des taux d'intérêts.

Cette importante hausse, alors que le nouveau gouvernement n'était toujours pas formé, laisse présager une augmentation au moins aussi importante dans les prochains mois. Celle-ci est favorisée par des taux de rémunération particulièrement généreux sur les placements en monnaies étrangères, dans le sillage de l'augmentation globale des taux : ils ont augmenté de 4,4% à 6,2% sur les dépôts à terme en dollars entre janvier 2018 et janvier 2019, contre 7% à 9,7% sur les dépôts en livres au cours de la même période.

L'appétit pour les dépôts en dollars était notamment marqué chez les non résidents - expatriés libanais et investisseurs étrangers - qui ont contribué à 55% de la hausse de la masse des dépôts de janvier 2018 à janvier 2019 alors que leur part habituelle de la croissance des placements bancaires peine à dépasser les 25%.

Regain de l'activité touristique

Autre pilier des flux de devises susceptibles de conforter les réserves étrangères de la BDL et sa capacité ainsi à maintenir le taux livre/dollar à 1,507, les recettes touristiques devront également progresser dans les mois à venir à la faveur de la relative stabilité retrouvée et de la hausse prévue du nombre de touristes.

Si la croissance à ce niveau fut modeste sur les deux premiers mois de l'année (+4,2%), les observateurs prévoient une augmentation progressive des visiteurs au cours des prochains mois, notamment durant la saison estivale, grâce, entre autres, à la récente levée des restrictions imposées auparavant par certains pays du Golfe à leurs ressortissants pour se rendre au Liban.

IDE, ingénieries financières et swaps

Outre les dépôts bancaires et les recettes touristiques, les devises étrangères affluant vers le Liban proviennent également des investissements directs étrangers (IDE), en berne depuis le début de la guerre voisine.

Si les chiffres pour l'année 2018 - la pire sur le plan économique depuis 2011 - n'ont toujours pas été publiés par la CNUCED, ceux de 2017 donnent déjà le ton : les IDE avaient alors atteint 2,63 milliards de dollars, en baisse de 40% par rapport au pic de 4,4 milliards atteint en 2009.

Pour palier au manque généré, la BDL a dû recourir aux « ingénieries financières » pour doper artificiellement ses ressources.

En 2016, au plus fort de l'incertitude sur la crise présidentielle, la Banque centrale a ainsi montré ses muscles

pour rassurer les investisseurs et les consommateurs, à travers une opération controversée menée avec la complicité du secteur bancaire, grassement rémunéré au passage.

Cette ingénierie avait notamment porté sur l'échange avec le ministère des Finances de l'équivalent de 2 milliards de dollars de bons du Trésor en livres que la BDL détenait contre le même montant en eurobonds.

Une opération d'échange de titres de dette (debt swap) a eu lieu en outre en mai 2018, la Banque centrale échangeant pour 5,5 milliards de dollars des bons du Trésor en livres qu'elles détenaient pour un montant équivalent d'eurobonds (obligations d'État en devises).

Si celle-ci avait permis au pays d'honorer ses échéances et d'améliorer le solde de la balance des paiements, elle a propulsé les réserves en devises de la BDL à un pic de 45,3 milliards de dollars, grâce au stock de nouveaux eurobons détenus.

Dettes : échéances en devises

En effet, le dernier facteur agissant en faveur de ces réserves est la dette en devise arrivant à échéance, remplacée quasi-systématiquement par une nouvelle dette, vu l'incapacité de l'État libanais à honorer ses échéances à travers ses seules ressources budgétaires, largement insuffisantes.

Or la BDL étant l'un des créanciers de l'État, elle souscrit à chaque émission d'eurobonds et engrange ainsi de nouveaux titres en devises.

Cela devra encore se produire dans les prochains mois. Selon les chiffres du ministère des Finances, le pays devra honorer plus de 16 milliards de dollars de dettes sur l'ensemble de 2019, dont plus de 4,7 milliards pour les seuls eurobonds.

Evolution des réserves en devises de la BDL depuis 2011* (En milliards de dollars)

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
4,4	5,1	10,2	9,5	9,8	10,2	9,8	17,1	25,7	28,6	30,8	31,5	33,5	36,8	35,9	39,6	42,0	39,7

Fin de période*



Relance économique : critères et contraintes

Roger Khayat

Il est difficile de qualifier ce qui s'est passé au Liban entre 1975 et 1990. Certains parlent de « guerre des autres sur notre territoire ». Pourtant cette guerre a été menée par des Libanais contre des Libanais. D'autres parlent de révolution, mais contre qui ? L'année 1975 fut une année particulièrement prospère pour justifier une révolte. Certains se contentent de se référer à des « troubles » ou à des « évènements », mais cela est loin de qualifier le séisme qu'on a connu.

Taëf a voulu conjurer le mal qui a enflammé les partis politiques, le confessionnalisme, déjà stigmatisé par l'article 95 de la Constitution de 1926, et formalisé par la répartition égalitaire des postes de première catégorie.

Cela devait se traduire par une totale équité de la répartition confessionnelle, au pouvoir et dans l'administration, pour faciliter le dépassement du confessionnalisme politique.

Seulement, cet accord a eu l'effet inverse : soucieux de nommer les responsables les plus proches et les plus fidèles, les leaders ont sacrifié la compétence et l'esprit de « service public » qui fait la grandeur des nations.

Plus grave encore, le relâchement de l'éthique nationale dans une société où priment les valeurs partisans a favorisé une attitude laxiste, pour ne pas dire complaisante, vis-à-vis de la corruption. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer le comportement des Libanais vis-à-vis du code de la route au Liban et à l'étranger.

La normalisation de la situation à partir des années 1990 fut marquée par deux objectifs majeurs: la reconstruction du pays et la stabilité de la monnaie. Sur le principe, ces objectifs sont parfaits. Au niveau des moyens mis en

œuvre, ce fut moins évident. L'économie n'est pas une science exacte, elle subit fortement l'influence de la conjoncture dans laquelle elle évolue. Le keynésianisme a dominé les Trente Glorieuses pour subir tous les anathèmes à partir des années 1970 et la dictature de l'École de Chicago. Il a échappé aux monétaristes, Friedman lui-même attribuait la crise de 1929 au resserrement exagéré de la masse monétaire - *sharp contraction in monetary aggregates*. À partir de 2008, la meilleure parade que les États-Unis et l'Europe ont trouvée à la crise mondiale fut un retour au keynésianisme.

croire qu'il suffit d'une croissance élevée pour conjurer une crise. Au contraire, une croissance élevée est souvent un prélude à la crise. Les entreprises qui s'arrêtent sont plus nombreuses que celles qui démarrent, le chômage s'intensifie, la pauvreté envahit de nouvelles couches, les jeunes les plus qualifiés émigrent, la révolte gronde.

Il n'y a rien à dire sur la vision stratégique de McKinsey, si ce n'est que c'est un programme de développement qui ne peut se réaliser qu'à partir d'une économie en plein essor. Il ne peut assurer la relance. Ses premiers effets se feront sentir à moyen terme, lorsque les structures de l'économie auront déjà changé. Les anticipations favorables en matière de relance ne fonctionnent que sur le court terme.

Le consensus des partis politiques sur les 22 mesures de réforme annoncées par le président du Conseil économique et social en novembre ne concernent que la politique fiscale et la réforme administrative. Ces recommandations sont très appréciables dans ces deux domaines mais elles ne suffiront pas à assurer la relance de l'économie. Certaines mesures seraient même déflationnistes, de nature à envenimer la crise si des

“
NULLE PERSONNE AU
POUVOIR, NE SOIT-ELLE
MINISTRE, PREMIER MINISTRE
OU MÊME LE ROI N'EST EN
MESURE D'EMPIÊTER SUR LE
POUVOIR DU JUGE (BALZAC).
”

Mesures nécessaires mais insuffisantes

Il faut tout d'abord comprendre le déroulement d'une crise pour en définir les remèdes. Il serait naïf de



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

mesures compensatoires ne sont pas prises à temps.

Or rien, dans le contexte actuel, ne laisse augurer de telles mesures.

CEDRE est également un programme de développement. Les études de détail nécessitent deux à trois ans au train où vont les choses. Mieux encore, le partenariat public-privé, sur lequel on fonde le plus d'espoir, nécessite une relance convaincante, avec des réalisations concrètes. Sans relance, on peut difficilement imaginer des partenariats sur des bases économiques. Des accords reposant sur des monopoles feraient plus de tort que de bien.

Les quatre piliers de la relance

Les moyens sont comptés et de plus en plus rares. L'entente sur la politique économique et ses corollaires demeure difficile. L'intérêt général passe par le conflit des intérêts sectoriels. Le consensus, fondement de la démocratie libanaise, est impossible. D'où l'éternel blocage, à tous les niveaux. Par conséquent, une stratégie minimaliste est indispensable, à condition qu'elle présente les mesures suffisantes pour relancer l'économie.

1. Restauration de la productivité

Le chemin le plus court, celui qui permettra aux entreprises d'atteindre leur seuil optimal de productivité, consiste à faciliter les fusions et acquisitions entre sociétés similaires ou complémentaires. Cette démarche est aujourd'hui entravée par deux mesures légales : la nécessité d'obtenir un quitus de la CNSS pour pouvoir liquider une entre-

prise et de s'acquitter d'une taxe de 10% sur la plus-value de l'actif, y compris incorporel.

D'autres mesures peuvent favoriser les fusions comme la création d'un fonds spécialisé ou l'autorisation des banques de développement d'acquérir une participation dans l'entreprise de production.



LA PRODUCTIVITÉ OU LA
PROTECTION, IL N'Y AURAIT
PAS D'AUTRE ALTERNATIVE.



2. Une gestion autonome de la dette

Dans la mesure où le ministère des Finances et la Banque centrale assurent la gestion de la dette, il est normal que naisse un conflit d'intérêt entre le service de la dette et les objectifs de ces administrations.

Une administration indépendante pourrait inspirer confiance, en particulier aux bailleurs de fonds publics, et élaborer des stratégies visant à minimiser le coût de la dette tout en assurant le financement rationnel de l'État. À l'image du Mexique dans les années 1970.

3. Une justice indépendante

Le statut de la Cour internationale de justice dispose que « la Cour est un corps de magistrats indépendant ». Une littérature abondante instruit la procédure au Liban, il suffit de l'adopter et de veiller à la sauvegarder, les réformes en dépendent. Il est aussi important de lutter contre la corruption

que de préserver les droits et les libertés.

Sur le plan économique, il est incontestable que le système judiciaire est le premier pilier de l'investissement, avant même la rentabilité, car l'entrepreneur peut avoir des moyens et une technologie qui lui permettent de dépasser les handicaps qu'il rencontre, mais il se trouve démuné si la justice ne lui garantit pas ses droits.

4. Stabilité et équité fiscale

L'investissement, en particulier l'investissement direct étranger, est très sensible à la stabilité fiscale. L'entrepreneur a besoin d'être sûr que les taux sur lesquels il a basé son étude ne vont pas être modifiés. Il va donc se tourner vers le pays qui lui apporte le plus de sécurité.

Il est impératif, tant qu'il est temps, d'orienter la fiscalité vers plus d'équité dans l'imposition et moins d'inégalités dans les revenus, et ce dans le respect de la stabilité fiscale. La paix sociale est à ce prix. Mais le rendement économique est important : les hauts revenus ne dépensent qu'une partie de leurs moyens au Liban ce qui perturbe le cycle de production au niveau de la demande globale.

Ces quatre objectifs conjugués sont nécessaires et suffisants pour créer les conditions d'une reprise économique dans la conjoncture actuelle car, à eux seuls, ils suscitent des anticipations favorables à court terme, capables de relancer l'investissement et l'emploi.



CES: Vers une nouvelle stratégie touristique au Liban

Marilyne Jallad

« Vers un tourisme durable » était la thématique au cœur de l'événement initié par le Conseil économique et social, le 19 mars au Seaside Arena. Il a rassemblé des spécialistes internationaux et locaux, dont Taleb Rifai, l'ancien secrétaire général de l'Organisation mondiale du Tourisme et la ministre grecque du Tourisme, Elena Kountoura, dont la stratégie a permis aux îles grecques d'être nommées « Best in the world » au 21^e prix des lecteurs du Condé Nast Traveller en 2018. À l'issue de cette journée, des recommandations pour une stratégie nationale permettant un avenir durable du tourisme ont été émises, en présence du Premier ministre Saad Hariri qui a répondu aux questions du public.

« Avant d'obtenir un tourisme durable au Liban, il s'agit de savoir où nous en sommes. Qu'en est-il de nos atouts et défis ? Avons-nous une image claire de notre tourisme à l'international ? Nos infrastructures répondent-elles aux attentes des visiteurs ? Y-a-t-il une véritable coordination et une vision commune à tous permettant la mise en place d'une stratégie pour que le secteur retrouve un essor ? » C'est par ces questions que le président du comité touristique du CES, Wadih Kanaan, a ouvert les débats.

Avédis Guidanian au secteur privé : "Le secteur public se tient désormais à vos côtés"

C'est en présence d'un parterre d'invités, dont la cheffe adjointe de la délégation de l'Union européenne au Liban, Julia Koch de Biolley, représentant l'ambassadrice de l'UE Christina Lassen, l'ancien secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations-Unies (OMT), Taleb Rifai, les ministres libanais du Tourisme, Avédis Guidanian et des Télécommunications, Mohamed Choucair, les présidents des syndicats des propriétaires d'hôtels, Pierre Achkar et des restaurants, Toni Ramy, le fondateur d'Horeca, Nouhad Dammous, la directrice d'Hospitality Services, Joumana Dammous Salamé, la présidente du comité touristique à la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, Joumana Bassil Chelala, que s'est tenu cet événement d'envergure.

Organisé par le CES en collaboration avec le ministère du Tourisme et les syndicats représentatifs du secteur ainsi qu'en coopération avec le programme de promotion du dialogue social au Liban financé par l'Union européenne et mis en place par le ministère du Travail, cette journée a proposé un panel de thématiques autour du tourisme durable.

Dans son mot d'ouverture, Charles Arbid a défendu un développement plus durable, et non pas saisonnier, du secteur touristique afin que ce dernier puisse assurer des emplois stables. « Il ne manque pas grand-chose au Liban pour obtenir un tourisme durable, d'où l'importance de ce premier événement organisé main dans la main



Ouverture en présence de Charles Arbid, Mohamed Choucair, Avédis Guidanian, Julia Koch de Biolley et Pierre Achkar.

avec les ministères, l'UE et les syndicats du secteur afin de mettre en place une feuille de route commune pour atteindre cet objectif », a notamment déclaré le dirigeant du CES. « Le tourisme est un moteur essentiel de l'activité commerciale au Liban, et en particulier du commerce de détail », a-t-il poursuivi.

De son côté, Julia Koch de Biolley a appelé « à la protection du patrimoine environnemental des zones rurales », assurant que le tourisme serait l'un des meilleurs moyens d'assurer le développement de ces régions. Elle a également souligné la nécessité d'assurer une modernisation des infrastructures, et particulièrement des routes, afin de faciliter l'accès à ces zones touristiques.

« Le rapport McKinsey sur le Liban identifie le secteur touristique comme l'un des cinq secteurs clés pouvant représenter un fort potentiel de développement économique », a pour sa part déclaré le ministre du Tourisme. Avédis Guidanian a également affirmé que « le secteur privé libanais, qui a mené la barque touristique au Liban durant toutes ces années, peut désormais compter sur le soutien du secteur public qui se tient à ses côtés pour relever les défis ».

Quant au ministre des Télécoms, Mohamed Choucair, il s'est dit favorable à « une vision touristique claire »,



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



appelant à une promotion du Liban comme destination les 365 jours de l'année, à l'image de l'initiative réussie des Grecs ayant permis à l'Archipel de se démarquer.

Le président du syndicat des propriétaires d'hôtels, Pierre Achkar, a pour sa part déclaré : « Les recommandations devront être endossées par le gouvernement ». « Mettez-vous d'accord mais pas contre nous, responsables du secteur », a-t-il poursuivi à l'adresse des politiques.

Apprendre de l'expérience réussie de la ministre grecque du Tourisme

Les expériences réussies de pays dans le développement touristique ont été discutées lors des panels proposés. Les participants ont partagé leurs expériences respectives pour donner au tourisme une durabilité et surtout une belle part du PIB.

« La richesse du Liban, ce sont les Libanais », a clamé l'ex secrétaire général de l'OMT et ancien ministre jordanien du Tourisme, Taleb Rifai. Il a cependant prévenu : « L'essentiel ce ne sont pas les atouts et les richesses touristiques dont jouissent tous les pays du monde mais ce que nous en faisons. » Il a ainsi appelé « les responsables politiques à donner au secteur touristique sa juste valeur », affirmant que le voyage s'était désormais « popularisé et mondialisé avec plus d'un cinquième des êtres humains qui sortent de leur pays pour en visiter un autre ».

Après avoir confié, reconnaissante, que Taleb Rifai était « son mentor », la dynamique ministre grecque du Tourisme a attribué le succès de la Grèce à « la confiance » que lui a accordé le Premier ministre Alexis Tsipras pour mettre en place, dès 2015, un plan touristique destiné à faire de la Grèce « une destination phare 365 jours de l'année ». Elena Kountoura a toutefois reconnu que cela n'avait pas été facile tous les jours, rappelant que son pays avait connu une crise économique sévère.

« C'est grâce à une coopération accrue avec tous les ministères, les chambres de commerce, les municipalités, les syndicats, les compagnies aériennes, les tours opérateurs et à une forte campagne marketing que la Grèce a pu partager avec le monde ses richesses et battre des records en recevant plus de 30 millions de visiteurs en 2018, le secteur représentant désormais plus de 20% de notre PIB », a-t-elle notamment expliqué.

La Grèce a également remporté le prix du meilleur film touristique en 2018 avec la vidéo promotionnelle « La Grèce, une destination de 365 jours ». Cette distinction a contribué à promouvoir la politique touristique nationale et régionale conçue par le ministère du Tourisme et mise en œuvre à l'échelle internationale par l'Organisation nationale grecque du tourisme.

Interrogée par Skype, la ministre marocaine par intérim du Tourisme, Lamia Boutaleb, a de son côté affirmé, qu'à l'instar de la Grèce, le Royaume avait donné « la priorité économique au tourisme », lui permettant de devenir la première destination touristique en Afrique du Nord. « Le Maroc enregistre désormais plus de 12 millions de touristes par an contre 4 millions début 2000 », s'est félicitée la ministre.

Recommandations

À l'issue de cette conférence, les professionnels du secteur se sont mis d'accord sur plus d'une dizaine de recommandations qu'ils ont transmises en main propre au Premier ministre dont :

- 1- Une stratégie nationale pour construire, développer et protéger la marque « Liban » à travers une coopération entre les secteurs public et privé.
- 2- La création d'une autorité de promotion du tourisme.
- 3- Un engagement de tous les partis politiques à maintenir la stabilité du pays.
- 4- Une implication des municipalités, des associations, des experts et des donateurs afin de développer l'image du pays en tant que destination touristique clairement identifiée.
- 5- Une facilitation des procédures d'obtention de visas et l'adoption de la politique Open Sky, tout en maintenant les normes de sécurité nécessaires.
- 6- Un soutien aux investissements touristiques par une législation qui stimule le développement des infrastructures touristiques.
- 7- La création de produits pour toutes les villes et tous les villages touristiques.
- 8- La création de packages touristiques dédiés aux expatriés libanais.
- 9- L'adoption d'une loi visant à imposer des qualifications professionnelles délivrées par des associations professionnelles de tourisme.
- 10- Une meilleure protection de la main-d'œuvre et des institutions libanaises évoluant dans le secteur touristique.
- 11- L'adoption d'un guide touristique officiel pour les secteurs public et privé afin que celui-ci soit considéré comme une source essentielle d'évaluation de la qualité de l'expérience touristique.
- 12- Œuvrer pour faire également du Liban une destination pour le tourisme hospitalier, religieux et environnemental.



Faire appel à la diplomatie des affaires : quels atouts pour le secteur privé ?

Dans un monde où il y a tellement de bruit et où des parties prenantes se livrent une compétition féroce pour avoir accès à différents secteurs et opportunités, quelle est la valeur ajoutée de la diplomatie des affaires au 21^e siècle ? Consultant en communication stratégique et en relations publiques, reconnu des milieux diplomatiques internationaux, Émile Issa est à la tête du bureau de conseil Kamsyn PR. Il nous parle de la diplomatie des affaires comme outil de communication stratégique.

À quand remonte la diplomatie des affaires ?

Actuellement, le profil de diplomate a dépassé le seul cadre officiel et étatique ou celui des organisations internationales comme l'ONU, l'OMC ou le Forum économique mondial. La diplomatie des affaires est, depuis une trentaine d'années, de plus en plus dispensée dans les formations académiques, comme par exemple l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) de Paris à l'école militaire, qui a notamment eu Napoléon pour étudiant. Si on revient dans l'histoire, on peut affirmer que les Phéniciens étaient les premiers à en faire usage en partageant leur culture avec la création de l'alphabet. On pense aussi aux comptoirs en Méditerranée, à la route de la soie, etc. Le Liban est d'ailleurs toujours bien placé, les Libanais ayant toujours été considérés comme des « connecteurs » et des « créateurs de ponts de confiance », la confiance étant l'une des marques de fabrique des connecteurs. Finalement, les Phéniciens étaient un peu l'Internet de l'Antiquité. Si cette discipline existe depuis toujours, elle s'est cependant formalisée dans un souci de transparence.

À qui s'adresse-t-elle ?

Principalement à des multinationales

qui ont les ressources nécessaires pour pouvoir déployer leur influence, leur rayonnement, leur savoir-faire, leurs réseaux et la confiance qu'ils peuvent inspirer avec le service après-vente, dans des régions du monde, ou dans des secteurs, où ils ont des intérêts particuliers. Je pense notamment aux domaines de l'énergie, la technologie, la communication, la recherche, la défense ou encore l'éducation et la mode. La diplomatie des affaires peut par exemple ainsi influencer - en termes de normes, de traités internationaux, d'accréditations - les multinationales qui ont le plus souvent des intérêts partout dans le monde, accompagnant ceux des États, et qui sont de fait directement concernées par les décisions politiques. Elles peuvent aussi être en compétition entre elles pour l'obtention de contrats et d'opportunités qui se présentent dans l'accès aux marchés.

Quel est le rôle du diplomate d'affaires ?

Même si le diplomate d'affaires reste avant tout un intermédiaire, une interface, un négociateur mais aussi un stratège et un analyste, les formations académiques ont un peu redéfini sa mission. En général, dans l'entreprise c'est le département de développement des affaires qui est en charge du développement à l'international. Cette équipe fait partie intégrante de la compagnie



et est formée pour se développer afin de pouvoir interagir avec les parties prenantes internationales. Mais parfois, l'angle de vision et l'éclairage peut être unidimensionnel, voire limité, et ce malgré l'importance des moyens déployés. D'où la nécessité pour une entreprise de faire appel à un bureau de conseil externe spécialisé dans la diplomatie d'affaires qui lui apportera une compréhension des marchés ou des domaines. Ces bureaux de conseil, qui sont le plus souvent spécialisés dans des domaines différents, font aussi de la veille d'informations et de la détection de signaux faibles sur des sujets sur lesquels l'entreprise a peu d'informations, car elle ne dispose pas d'un bureau en interne de veille stratégique ou d'intelligence économique. En plus d'un carnet d'adresse bien fourni, et de l'analyse, ce sont les principaux outils qu'utilise un diplomate d'affaires lorsqu'on fait appel à ses services.



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

En quoi consiste la diplomatie des affaires ?

Il s'agit tout d'abord de fournir des outils techniques aux acteurs internationaux du secteur privé pour une évaluation du contexte économique d'un pays ou d'un secteur particulier. Le diplomate d'affaires met également à leur disposition des réseaux de confiance pour faire aboutir leurs projets et leurs intérêts, assurer leur place, transmettre leur message ou encore travailler sur leur réputation. Il s'agit donc de représenter l'entreprise de la meilleure manière possible en s'inspirant de la diplomatie classique. Nous voyons souvent des diplomates de carrière et des hauts fonctionnaires qui se convertissent en consultant en diplomatie des affaires.

La diplomatie des affaires se développe-t-elle au Liban ?

Depuis quelques années, on constate une prise de conscience croissante sur le sujet. Les Libanais, les expatriés en particulier, ont acquis une expérience de cette pratique dans le monde entier. Cela a commencé par une initiation à ce terme dans les plus grandes entreprises. Quant à la prise de conscience stricto-libanaise en tant que profession, elle est encore timide en raison notamment d'un manque de visibilité et de connaissance de ce que la diplomatie des affaires peut apporter en termes de valeur ajoutée.

N'est-ce pas onéreux pour un jeune entrepreneur d'y faire appel ?

Effectivement, la diplomatie des affaires est généralement gourmande en ressources. Y faire appel est donc considéré comme un investissement sur les moyen et long termes. Il faut noter que les résultats ne sont pas immédiats car nous travaillons nous travaillons sur la recherche, l'analyse, sur la confiance, les relations et

le développement de situations, d'où le rôle d'accompagnement important de cet outil. Savoir qui peut être intéressé, nous permet donc de connaître sa valeur ajoutée. Il y a les multinationales mais aussi les PME et les startups. Prenons l'exemple d'une startup qui a fait ses preuves dans un pays et désire s'étendre à de nouveaux marchés. Son représentant aura une capacité d'internationalisation qui permettra à l'entreprise d'économiser du temps et des ressources. Dans ce cas de figure, le diplomate des affaires a un rôle de représentation. N'oublions pas aussi que la priorité des compagnies est d'abord de vendre, ce qui est bien. Cependant, dans le domaine de la diplomatie d'affaires, nous cherchons la complémentarité, à savoir trouver le pont, les intérêts mutuels, entre deux marchés ou entreprises.

Quelle est la valeur ajoutée pour les secteurs économiques ?

Le secteur privé doit se dire qu'il est représenté par des professionnels qui ont les standards et les certifications de leurs collègues et surtout du milieu auquel on souhaite accéder. Ces derniers sont aussi reconnus par les réseaux et les pays, ainsi que par les chambres de commerce et sont intégrés le plus souvent dans des conseils et des associations clés que vise le secteur privé. Ils ont ainsi, en plus d'un professionnalisme certain, une crédibilité, une introduction auprès de grandes personnalités, ce qui augmente considérablement les chances de succès. Comme autre valeur ajoutée, il y a l'accompagnement stratégique et le coaching des entreprises. Il ne faut pas oublier l'importance du volet humain qui se perd dans l'univers des affaires. Dans un monde où le temps est de l'argent, et où tout va très vite, être capable de former et de préparer le client à avoir l'image la plus optimale possible pour se présenter aux décideurs clés - pour ne pas perdre de temps dans la bureaucratie - est très important.

Comment renforcer le rôle de la diplomatie d'affaires au Liban et à travers quels acteurs ?

Nous sommes dans un pays où tout le monde se connaît et cela est une force. Les Libanais ont un réseau dans leur ADN. Mais la faiblesse réside dans le fait que certains grands chefs d'entreprise ne trouvent plus le temps de développer et de conserver leur relationnel à l'international. Nous remarquons en effet que dans certains grands groupes tout dépend d'une seule personne, le PDG, d'où l'utilité de créer une cellule, un bureau, ou de faire appel à un représentant qui puisse faire de l'analyse stratégique afin de faire perdurer ces relations et saisir les opportunités au bon moment. Renforcer la diplomatie des affaires au Liban peut se faire aussi à travers des séminaires de sensibilisation dans les multinationales ou en entreprise, en termes de protocoles et d'étiquettes, et aussi à travers les chambres de commerce. Sinon en faisant appel à des bureaux de conseil qui apporteront une valeur ajoutée en initiant à la diplomatie d'affaires le département de développement des affaires d'une entreprise, les cadres, le PDG ou le conseil d'administration. Des formations accélérées délivrent aussi une prise de conscience, la mise en avant de la valeur ajoutée et aussi la capacité de recrutement du bureau de conseil pour s'occuper d'une mission ponctuelle. Toute multinationale souhaitant internationaliser sa présence ou accéder à de nouveaux marchés gagnerait à solliciter un cabinet de conseil en diplomatie d'affaires pour lui faire gagner du temps et de l'argent, de la crédibilité, et la mettre en relation directe. Retenons que c'est un travail de stratégie de longue haleine, nécessitant du temps, du talent, un budget, et surtout un suivi pour saisir les opportunités. Il s'agit d'une véritable synergie entre le client et le diplomate d'affaires.



3e édition de SmartEx : une plateforme d'innovation

« Repositionner le Liban comme un hub des télécoms sur la carte régionale ». Tel est un des objectifs du salon professionnel SmartEx qui ouvrira ses portes le 10 avril au Seaside Arena de Beyrouth. Au programme : quatre jours de partage et de réseautage, de 15h à 21h. Pas moins de 7 000 visiteurs et plus de 100 exposants sont attendus pour cette édition parrainée cette année par le ministère des Télécommunications. Rencontre avec le dynamique Jason Rizk, le directeur général de MICE Lebanon, la société initiatrice et organisatrice de l'exposition.

Quel est l'objectif de SmartEx ?

SmartEx est la principale exposition technologique internationale au Liban. C'est la troisième édition et, chaque année, nous faisons un pas de plus vers le repositionnement du Liban en tant que hub technologique et des télécoms dans la région. Le Liban a une situation géographique qui nous donne de nombreux avantages et nous avons reçu un grand intérêt international pour cette région avec une croissance du marché voisin et de la région du Levant. Nous ambitionnons donc d'être la plaque tournante ou le lieu de rencontre permettant au secteur informatique de se réunir au Levant.

Qui sont les partenaires de Mice Lebanon pour cette édition 2019 ?

Mice Lebanon est une filiale du groupe Mice Arabia. Nous avons organisé des événements ces dix dernières années en Arabie saoudite et dans les pays du Golfe. Nous nous sommes installés au Liban en 2017 avec cette vision de repositionner le Liban en tant que plaque tournante. Cette année, SmartEx sera parrainée par le ministère des Télécommunications et par son ministre Mohamed Choucair, en collaboration avec la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Parmi nos partenaires stratégiques nous comptons notamment sur IDAL, Bank Audi, Ogero et Touch.

Quid des exposants ?

Notre cru 2019 regroupera des cen-

taines d'exposants dont des compagnies et marques internationalement reconnues comme Cisco, Amazon, IBM, etc. Ce salon rassemblera aussi des centaines de fournisseurs présentant les dernières solutions, métiers et innovations technologiques devant des milliers d'acheteurs régionaux ciblés. Outre les industries des télécommunications et un secteur en croissance au Liban, SmartEx donnera à votre entreprise un accès à la région du Levant qui est en pleine croissance.

Quelles sont vos attentes pour cette année ?

Cette année, nous œuvrons main dans la main avec de nombreux ministères pour les aider à mettre en place un plan digital interne. Des tables rondes seront dédiées à ce besoin croissant de la part des municipalités et autres institutions publiques qui ne sont pas encore digitalisées. Nous avons donc la chance d'aborder les programmes des ministères pour les aider à numériser leurs services. Sur un autre plan, nous allons aussi avoir une plus grande participation des startups, car elles pourront exposer et prendre un stand à un prix réduit. Un joli package a été créé pour leur permettre notamment d'avoir un stand aux côtés de géants comme Cisco, Microsoft, etc. Un autre atout propre à SmartEx est qu'elle est la seule plateforme qui permet aux startups d'attirer à la fois des clients et des investisseurs pour leur croissance.



Jason Rizk, organisateur de l'événement SmartEx.

Observez-vous une augmentation de l'intérêt des exposants ?

Oui, c'est certain. Nous constatons une augmentation de 10% du nombre d'exposants par rapport aux deux années précédentes. Nous nous attendons à une croissance de 15% du nombre de visiteurs. Pour y arriver, nous collaborons notamment avec les associations régionales pour faire venir des acheteurs de pays comme la Jordanie, l'Égypte, l'Arabie saoudite mais aussi la Syrie, l'Irak et l'Iran. Tout cela est très prometteur.

Quels sont les points forts de cette nouvelle édition ?

Des milliers d'acheteurs locaux et régionaux se regrouperont pour découvrir les dernières technologies et tendances des plus grandes marques. Les leaders de l'industrie technologique et des télécoms proposeront et présenteront plus de 20 séminaires éducatifs et des ateliers techniques. SmartEx est également



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



devenue une plateforme dédiée aux innovateurs avec un pavillon consacré aux startups pour leur permettre ainsi de développer leurs activités. Au niveau strictement technologique, des compétitions de démarrage seront dédiées aux startups aux idées innovantes. Elles auront lieu en clôture du salon, le dernier jour.

Aider les entreprises à se digitaliser est aussi un de vos objectifs ?

En effet, chaque entreprise qui de nos jours n'est pas en ligne risque de mourir. C'est pourquoi, chaque responsable doit convertir absolument son entreprise au digital, que vous soyez un grossiste, une grande entreprise ou une PME. Vous devez être présent en ligne via un site web, une plateforme de commerce électronique ou une application. Vous devez donc vous rapprocher de votre client, qui lui est toujours sur son téléphone



Conférence de presse au ministère des Télécommunications en présence notamment du ministre Mohamed Choucair, de Elie Rizk et de Nabil Itani.

mobile ou sur Internet, pour l'attirer et faire croître votre entreprise. SmartEx donnera donc les outils pour y parvenir. L'exposition donnera aussi aux entrepreneurs et aux entreprises de taille moyenne et aux grandes entreprises l'occasion de découvrir les technologies disponibles dans la région et dans le monde. Ils pourront aussi mettre en œuvre des logiciels et des matériels informatiques pour faire réussir leur entreprise.

Quelle est la cible de Smartex ?

Toutes les personnes qui possèdent une entreprise axée sur la technologie et qui souhaitent numériser et développer leur société et améliorer leurs processus d'affaires doivent absolument venir visiter SmartEx car ils y trouveront toutes les solutions, les technologies, le matériel et les logiciels dont ils ont besoin. Nous les attendons.



Bienvenue à ECONEWS

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.

Envoyer un email à :

Econews@ccib.org.lb

Indiquer s.v.p.

Prénom, Nom
Institution

Adresse email

Téléphone



Comment rebooster les investissements directs étrangers au Liban ?

IDAL, l'agence pour le développement et la promotion des investissements, a publié son rapport d'examen de la politique d'investissement pour le Liban. Parrainée par le Premier ministre, cette étude a été réalisée en coopération avec la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Directeur d'IDAL, Nabil Itani nous en expose les grandes lignes.



«Ce rapport visait avant tout à revenir sur les raisons de la baisse des investissements directs étrangers et de la confiance depuis 2011 », explique Nabil Itani.

« Des facteurs d'ordres sécuritaire et politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont eu des répercussions négatives sur les économies des pays de la région, dont le Liban, ce qui nous a incité à rechercher des moyens efficaces pour relever les défis », poursuit le directeur d'IDAL.

« Des initiatives, dont le rapport d'examen de la politique d'investissement, étaient donc nécessaires et nous avons dressé des recommandations appropriées

pour améliorer le climat des affaires », ajoute le responsable.

Des IDE en baisse depuis 2011

Avant 2011, la région MENA représentait 5,5% des investissements directs étrangers dans le monde. Ce pourcentage a reculé pour atteindre 2,5% en 2017, ce qui équivaut à une perte de 65%. « Ces chiffres justifient notamment la lenteur des IDE dans la région et au Liban, sans oublier les chocs pétroliers et la crise mondiale financière de 2008 », affirme Nabil Itani.

Au Liban, le taux de croissance était de 8% en 2009 avec des IDE totalisant 4,4 milliards de dollars - un record pour un si petit pays

- pour tomber en 2017 à 2,6 milliards de dollars d'investissements directs étrangers et une croissance de 1,5%. « Cela a eu un impact sur l'augmentation de la pauvreté et du chômage avec des régions consommatrices et de moins en moins productrices de richesses », regrette Nabil Itani. « Si le taux de croissance reste positif », le Liban ne crée actuellement plus que 6 000 à 7 000 emplois par an pour un besoin annuel de 35 000, indique le directeur d'IDAL.

Promulguée en 2001, et mise en œuvre en 2003, la loi 360 pour la promotion des investissements au Liban a renforcé la mission d'IDAL en lui fournissant un cadre lui permettant de réglementer les activités d'investissement et en offrant aux investisseurs un large éventail d'incitations et de services d'assistance dans le domaine des affaires. Cette loi avait d'ailleurs identifié un ensemble de secteurs prioritaires présentant les opportunités les plus prometteuses en termes de potentiel d'investissement et d'impact sur la croissance socio-économique. Les secteurs identifiés comprennent l'industrie, l'agriculture, l'agro-industrie, le tourisme, l'information, la communication, la technologie et les médias.



Au Grand Sérail lors du lancement du rapport sur l'examen des politiques d'investissements au Liban sous les auspices du Premier ministre Saad Hariri représenté par le ministre de l'information Jamal Jarrah.



« IDAL n'est pas seulement là pour promouvoir l'investissement mais a aussi une mission de développement », ajoute le responsable. « Le Liban a de nombreuses ressources, notamment climatiques et humaines, une économie libérale, un secteur bancaire à la réputation sans faille, une compétitivité aux niveaux éducatif et médical qui ont été salués par de nombreuses agences de notations ».

Recommandations permettant d'améliorer le climat des affaires

Les résultats de ce rapport ont été présentés dans un document fourni de plus de 83 pages distribué lors d'une cérémonie organisée le 6 mars au Grand Sérail. L'événement a réuni un parterre de personnalités, dont le ministre de l'Information, Jamal Al Jarrah, représentant Saad Hariri, le directeur de la Division de l'investissement et des entreprises de la CNUCED, James Zhan, des diplomates et des hommes d'affaires.

« Les recommandations de ce rapport sont étroitement liées à celles de CEDRE », assure Nabil Itani. Elles appellent tout d'abord à activer et moderniser les accords d'investissements conclus avec de nombreux pays, à en signer davantage avec d'autres États et à faciliter les procédures liées à l'établissement et à la liquidation d'une entreprise. Elles prônent également l'adoption de procédures d'enregistrement électronique, la réduction de la bureaucratie, la poursuite des efforts pour mettre en place des services de gouvernance électronique, la promotion du droit du travail et de la législation environnementale et la mise au point d'une stratégie globale de la concurrence. Elles



encouragent par ailleurs la promotion de la gouvernance visant à assurer, en cas de litige, les outils de résolution alternatifs des conflits, dont l'arbitrage et la médiation. Ces recommandations exhortent enfin à élargir le cadre de la loi pour encourager les investissements au Liban : il s'agit de s'aligner davantage sur les tendances récentes afin d'attirer les investissements et de répondre aux besoins des investisseurs.

Sur un autre plan, « ces recommandations soulignent aussi la nécessité de développer une stratégie nationale pour promouvoir les investissements et permettre à IDAL de mettre en œuvre cette feuille de route avec une plus grande marge de manœuvre », explique Nabil Itani.

Un appui a d'ailleurs été apporté à la mise en œuvre de la stratégie proposée pour le secteur des technologies de l'information et de la communication en raison de son intersection croissante avec tous les secteurs économiques.

Optimiste

Malgré les défis et les réformes indispensables à mettre en place pour redonner aux IDE des jours plus cléments, Nabil Itani s'est dit très confiant dans la capacité du Liban à renforcer sa position en tant que centre d'attraction des investissements dans la région. Cette certitude, il la tient notamment des nombreux avantages compétitifs dont jouit le Liban - sa position géographique, ses ressources humaines, son climat, son secteur des services et ses industries émergentes -, qui lui permettent de jouer un rôle moteur dans les secteurs économiques.

Le responsable a enfin appelé « à tirer profit des possibilités qui s'offrent à nous aujourd'hui, notamment de CEDRE, à la lumière de la volonté affichée du nouveau gouvernement de mettre en œuvre des réformes structurelles ».



François Hollande aux Libanais : « Vous êtes un exemple du vivre ensemble »

Marilyne Jallad

L'ancien président français était l'invité de l'USJ dans la cadre de la série de rencontres « 24 heures dans la vie de... » lancées par le département d'histoire et relations internationales de l'université. Il a profité de son escale de 48h pour signer son ouvrage « Les leçons du pouvoir », publié l'année dernière, devant une salle comble de personnalités, de curieux et de fans.

C'est un ancien locataire de l'Élysée apaisé, amical et au sens de l'humour certain que les Libanais et Franco-libanais réunis en grand nombre dans l'amphithéâtre Pierre Aboukhater ont pu découvrir ou redécouvrir le 6 mars.

C'est en tant « qu'ami des Libanais » qu'il a fait le voyage afin de transmettre un message « d'apaisement et d'unité » et assurer que le modèle de coexistence libanais en était un, et ce malgré les nombreuses crises qui perdurent au pays du Cèdre.

L'USJ est attachée à une francophonie « ouverte et dynamique »

Dans les coulisses de cette initiative : le département d'histoire et de relations internationales de la Faculté des lettres de l'Université Saint-Joseph, dirigé par Christian Taoutel.

Lors de cette conférence, l'ancien dirigeant socialiste a notamment exposé sa vision de la situation au Moyen-Orient et en France. Longuement interrogé par des étudiants passionnés et rigoureux qui connaissaient leurs dossiers sur le bout des doigts, il a notamment été questionné sur l'ampleur prise par la crise des gilets jaunes. « Ce qui a créé la vague de colère, ce n'est pas la fiscalité (sur les carburants) mais le sentiment d'injustice qui doit être réglé incessamment pour que le conjoncturel ne se transforme pas en un problème structurel », a prévenu François Hollande.

Également interrogé sur la décision



François Hollande entouré du Recteur de l'USJ Sélim Daccache, de Christine Babikian Assaf, la doyenne de la Faculté des lettres et des sciences humaines, de Christian Taoutel et les étudiants du département qu'il dirige d'histoire et de relations internationales.

américaine de transférer l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, l'ancien président n'a pas mâché ses mots, la qualifiant de « mauvaise ».

L'événement s'est tenu en présence de plusieurs personnalités politiques, dont l'ancien chef de l'État Michel Sleiman, le leader du Parti socialiste progressiste Walid Joublatt et son épouse Nora, ainsi que les députés des Kataëb Nadim Gemayel, du Courant du Futur, Nazih Najm, des Forces libanaises, Pierre Bou Assi et du Courant patriotique libre, Simon Abirama. Étaient aussi au rendez-vous, les anciens ministres Ziyad Baroud, Rony Araïji et Nayla Moawad. Mais également Farès Souhaid, président du Rassemblement de Saydet el-Jabal, le Doyen de la Faculté de sciences économiques de l'USJ, Joseph Gemayel, des enseignants de l'USJ et un parterre d'étudiants.

Du côté diplomatique, on pouvait

également noter la présence du chef du service économique régional pour le Proche-Orient, l'Iran et l'Irak à l'ambassade de France au Liban, Jacques de Lajugie, de la Première secrétaire à l'ambassade de France au Liban également conseillère de presse, Stéphanie Salha, du directeur adjoint de l'Institut français du Liban, Luciano Rispoli, et du directeur du bureau Moyen-Orient de l'AUF, Hervé Sabourin.

Dans son allocution de bienvenue, le recteur de l'USJ, père Selim Daccache, a déclaré : « Notre université est heureuse d'inscrire votre témoignage et votre message ». « Nous sommes sûrs que vous nous délivrez un message de paix, d'ouverture et de fraternité », a-t-il ajouté.

Prenant la parole, la doyenne de la Faculté des lettres et des sciences humaines, Christine Babikian Assaf, a quant à elle déclaré : « C'est un très grand honneur pour notre Facul-





té d'accueillir le président Hollande à l'occasion de cette rencontre animée par nos étudiants du département d'histoire et relations internationales. Un département qui a fait le choix stratégique et original, dès 1996, de croiser la formation en histoire avec la spécialité, encore nouvelle à l'époque, des relations internationales, dans un pays et une région dont le sort a été intimement lié à ces relations depuis le XIXe siècle ». Elle a aussi mis l'accent sur l'attachement de l'université à « une francophonie ouverte et dynamique ».

« De votre avenir dépend celui des libertés dans la région »

C'est par deux messages amicaux que l'ancien président français a choisi de commencer la rencontre : « Je suis un ambassadeur de la paix » et « de votre avenir dépend celui des libertés dans la région ».

Place ensuite au débat avec les 12 étudiants du département d'histoire qui ont choisi d'aborder différents volets dont le quinquennat du président Hollande, la crise syrienne, le dossier palestinien, les actes terroristes qui ont frappé la France durant son mandat et l'actualité brûlante du mouvement des gilets jaunes.

L'ancien président a insisté pour donner à cette rencontre un trait symbolique, essayant, à travers ses réponses, d'exposer ce qu'il appelle « Les leçons du pouvoir », leçons qu'il a tirées de son mandat. Il a ainsi affirmé qu'il est « plus difficile de gouverner aujourd'hui qu'il y a quelques années. D'autant que les démocraties sont devenues plus fragiles ».

L'ancien locataire de l'Élysée a profité du débat avec les étudiants pour s'adresser au peuple libanais. « Je suis venu au Liban à plusieurs reprises sur invitation de mon ami Walid Joublatt. Puis je suis venu en tant que chef de l'État, mais aujourd'hui je viens en tant que Français pour vous dire que nous sommes liés à vous, tout comme vous êtes liés à



L'ancien président français se prêtant au jeu des questions-réponses.

nous (...). La force d'un pays n'est pas nécessairement synonyme de démographie ou d'économie. La force c'est aussi la culture », a lancé François Hollande.

« Vous êtes un exemple du vivre ensemble avec vos relations qui réussissent à se juxtaposer et se recon-



Une salle remplie de personnalités dont l'ancien chef de l'État Michel Sleiman, les anciens ministres Nayla Moawad et Rony Arajji et le député Nadim Gemayel.

naître, en dépit de toutes les difficultés », a-t-il poursuivi.

À l'issue de cette conférence, l'ancien président français a signé son ouvrage dans une ambiance détendue et amicale et s'est même prêté avec le sourire aux nombreuses sollicitations de selfies.

The Lebanese French Chamber of Commerce,
in collaboration with the ESA Business School,
Meref - CCI France Liban and HEC Alumni - Lebanon Chapter



wishes to invite your company to participate and to be present at the

Networking Sunset Drink,

which will take place in the gardens of ESA Business School in Beirut
on Thursday, April 25, 2019 at 6.30pm

It will be a great opportunity for you to introduce your company and to promote its activity, training and job opportunities to the international HEC students and to ESA business school students.

Your participation and presence will highly contribute to the success of this event.

For more information and details please call or email us:

Chambre de commerce franco-libanaise :

Email : evenement@ccfrancolibanaise.fr; telephone : +961 3 403439

We are looking forward to receiving you and to collaborating with you.





Hospitality Services annonce les nouveautés de la 26e édition d'HORECA

Parrainée par le ministre du Tourisme Avédis Guidanian et organisée par Hospitality Services, une conférence de presse a eu lieu le 1er mars à l'hôtel Phoenicia pour lancer la nouvelle édition d'HORECA Lebanon. Cet événement phare de la gastronomie, de la restauration et de l'hôtellerie est impatientement attendu par les professionnels. Il se tiendra du 2 au 5 avril au Seaside Arena de Beyrouth.

Rendez-vous commercial incontournable des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, cet événement devrait accueillir 18 000 professionnels et plus de 350 exposants locaux et internationaux venus de France, d'Italie, de Turquie, de Grèce, des Pays-Bas, des Émirats arabes unis, d'Égypte, de Syrie, de Jordanie et de Corée.

Plus de 14 000 visiteurs sont attendus, dont près de 800 étrangers, pour explorer les produits et services de plus de 2 500 marques.

Avec le slogan « Pour une meilleure industrie », cette nouvelle édition vient rendre hommage au patrimoine gastronomique local qui a valu à Beyrouth d'être nommée « ville où l'on mange le mieux au monde » selon le magazine Travel + Leisure.

En ouverture, la directrice d'Hospitality Services, Joumana Dammous Salamé, a remercié les partenaires d'Horeca qui, en 26 ans d'existence, ont permis à ce salon de se hisser au rang d'exposition régionale de référence pour les secteurs de l'hôtellerie et de l'industrie. « Depuis 26 ans, nous avons pu faire face à tous les défis grâce à notre collaboration avec les ministères du Tourisme, de l'Agriculture, de l'Industrie et désormais des Télécommunications, ainsi qu'avec

les chambres de commerce, les associations, les syndicats, les exposants, les participants et le soutien de la MEA et des médias », a-t-elle lancé, reconnaissante.

« Nous sommes fiers d'offrir aux professionnels du secteur une plateforme exceptionnelle qui leur permet de découvrir de nouveaux produits. Horeca est l'occasion idéale pour les entreprises de présenter leurs toutes dernières innovations et de promouvoir leurs créations passionnantes qui font les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration dans la région », a déclaré l'organisatrice. Et Joumana Dammous-Salamé d'ajouter : « Nous sommes fiers que Horeca soit reconnu comme un événement phare qui célèbre la créativité, le talent et l'excellence tout en offrant de nouvelles opportunités et expériences professionnelles ».

Ces quelques mots ont été prononcés en présence des partenaires de l'événement dont les ministres du Tourisme, Avédis Guidanian, et des Télécommunications, Mohamed Choucair, des présidents respectifs de l'Union vinicole du Liban, Zafer Chaoui, du syndicat des producteurs de produits libanais, Ahmad Hoteit, du syndicat des hôteliers, Pierre Achkar, du syndicat des restaurateurs,



La directrice d'Hospitality Services, Joumana Dammous Salamé.

ants, Toni Ramy, de l'Association libanaise de la franchise, Yehya Kassa, de l'Association des industriels du Liban, Fady Gemayel et d'un parterre de présidents d'associations et de syndicats des industries du secteur, ainsi que des restaurateurs et des hôteliers.

Ce rendez-vous offrira pendant quatre jours un programme riche, avec plus de 10 événements quotidiens dont des démonstrations, des forums et des tables rondes. Plus de 70 chefs internationaux seront présents. Des experts en gastronomie, boissons et hôtellerie y assisteront pour partager leur savoir-faire et superviser les compétitions variées qui auront lieu.

En plus des événements habituels, les nouveautés comprennent le « Mocktail Competition » et le « Latte Art Competition ». Horeca Lebanon organisera également deux événements spéciaux pour mettre en valeur les saveurs libanaises. Al Matbakh (la cuisine), accueillera de célèbres chefs libanais et internationaux qui exposeront leurs talents dans le cadre d'ateliers à l'honneur du patrimoine gastronomique local, tandis que l'Arak Lab sera l'occasion pour les experts locaux de partager leurs savoir-faire.

L'inauguration officielle d'Horeca aura lieu le 2 avril à 13h30.



Les ministres du Tourisme, Avédis Guidanian et des Télécoms, Mohamed Choucair, le président du CES, Charles Arbid, des responsables des secteurs économiques dont Fady Gemayel, Pierre Achkar, Toni Ramy et le parrain de Horeca, son fondateur Nouhad Dammous.



Le Liban deviendra-t-il une plateforme pour la coopération entre Chypre et les pays arabes ?

Un forum-exposition pour renforcer les affaires entre Chypre et les pays arabes se tiendra du 29 mai au 2 juin à Larnaca. L'événement est organisé par Cedars Pavilion en collaboration avec la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban et parrainé par le président chypriote, Nicos Anastasiadès, et le Conseil d'affaires libano-chypriote. Le Liban sera-t-il le pont qui reliera l'île au monde arabe ?

La tenue de cette rencontre a été annoncée lors d'une conférence le 6 mars à la CCI de Beyrouth et du Mont-Liban. Dans son allocution de bienvenue, le vice-président de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, Nabil Fahed, a invité les diverses entreprises et hommes d'affaires libanais à participer à cette exposition afin de réaliser un saut qualitatif dans les relations économiques bilatérales avec Chypre. « Le secteur du pétrole et du gaz est une opportunité prometteuse, et nous devons nous concentrer sur cela lors de la conférence, en particulier après les découvertes faites à Chypre et le début de l'exploration au Liban », a affirmé le responsable.

À son tour, l'ambassadrice de Chypre au Liban, Christina Rafti, a assuré que Chypre est « un excellent centre d'affaires dans la région et un lieu stratégique dont les pays arabes pourraient bénéficier pour renforcer leurs relations avec l'Europe et le monde ».

« L'industrie des expositions et des conférences est une nécessité si nous voulons ramener le Liban au cœur de l'Europe et du Golfe », a ensuite défendu le président de l'Association des expositions et des conférences au Liban, Elie Rizk. Il a souligné que « les structures au Liban sont mieux équipées que d'autres pour accueillir le tourisme d'affaires ». Le responsable a ap-

Nabil Fahed entouré de l'ambassadrice de Chypre au Liban, Christina Rafti, de Georges Chahwan, Shadi Karam, George Moufarrej et Elie Rizk.



pelé à prendre conscience du rôle que le Liban pourrait jouer fort de sa situation de carrefour historique entre Orient et Occident.

Le président du conseil d'administration d'Astro Bank à Chypre, Shady Karam, a estimé pour sa part que cette conférence représentait une occasion importante de renforcer la coopération économique arabo-chypriote, notant que de nombreuses possibilités pourraient être dévoilées lors de ce forum.

George Moufarrej, le président de Cedars Pavilion - le bureau de représentation de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban qui a ouvert ses portes en 2017 à Chypre - a ensuite remercié tous ceux qui ont soutenu cette initiative. « Il s'agit



Vue aérienne de Larnaca.

d'un événement exceptionnel qui nécessite la coopération de tous pour en faire un succès bénéfique pour le Liban, Chypre et les pays arabes », a-t-il lancé. « Le Liban a fait un bond en avant en élargissant ses domaines de coopération avec l'île. (...) L'ouverture d'un nouvel horizon sur le marché du travail aura un impact positif sur la situation économique du pays du Cèdre », a-t-il poursuivi.

Le président du Conseil d'affaires libano-chypriote, Georges Chahwan, a salué en clôture le rôle joué par le Conseil mixte des entreprises qui s'emploie activement à présenter aux hommes d'affaires arabes les opportunités d'investissements à Chypre.

Il a aussi assuré que le rôle des Libanais à Chypre a évolué, ne se limitant plus à l'achat de maisons et de biens immobiliers, mais visant à « attirer » sur l'île des investissements de la région du Golfe par le biais d'institutions et d'hommes d'affaires libanais.



CCIA-BML certified exports in 2018 - Summary of the report's main findings

*Lana El Tabch - Executive Economist
Center for Economic Research at the CCIA-BML*

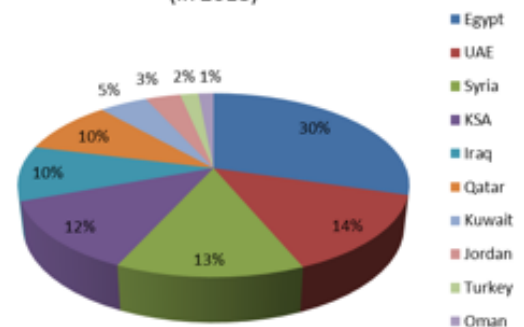
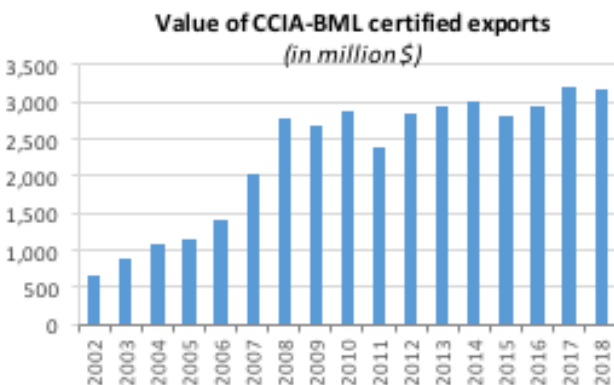
During 2018 the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) issued certificates of origin to exported merchandise worth \$3.16 billion, a 1.5 percent decrease compared with the value of exports certified during the previous year.

Exports of Lebanese origin formed 44.5 percent of total exports and reached \$1.4 billion in 2018, reflecting approximately the same amount reached in 2017.

Exports of foreign origin, which constitute 55.5 percent of total certified exports, decreased nearly by 3.3 percent from their last year's value and stood at \$1.76 billion in 2018.

Egypt occupied the first place on the list of Lebanon's top exports markets, according to the CCIA-BML exports data, total exports to Egypt amounted to nearly \$803 million in 2018 and accounted for 30 percent of total certified exports. UAE is the second largest export market of Lebanese merchandise and has imported \$381 million worth of Lebanese products in 2018, according to CCIA-BML certificates of origin, forming 14 percent of total certified exports. Together, Egypt and UAE import over 44 percent of the Lebanese exported merchandise as tallied by the Chamber's certificates of origin.

Main export Markets of CCIA-BML certified exports (in 2018)



It is worth mentioning that almost half of total CCIA-BML certified exports are done by local companies whereas the other half are made by offshore companies. This is correlated with the fact that nearly half of the exports are of Lebanese origin and the other half are of foreign origin.

Evolution of Lebanon's main export markets over the past four years based on CCIA-BML certified exports

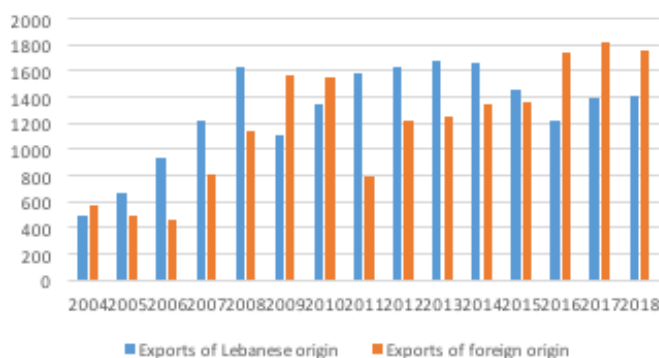
Over the past four years, exports to Egypt increased tremendously; they were multiplied by a factor of 8 to reach \$812 million by end of 2018, according to data compiled by the CCIA-BML based on certified exports.

This increase is due to the surge in the Lebanese exports of base metals and products thereof to Egypt. These products formed 88.4 percent of Lebanese exports to Egypt in 2017 and 85 percent in 2018. Lebanon exported to Egypt \$740 million worth of base metals and products thereof in 2017 as compared to only \$1.9 million in 2014. Whereas exports of base metals to Egypt amounted to \$689 million in 2018.

Lebanese exports to Iraq were almost cut by half. After being the second most important export market to Lebanon in 2017, its rank dropped to the fifth top export market in 2018.

UAE's rank increased from the fifth to the second largest export market of CCIA-BML certified exports as these exports increased by 30 percent in 2018 from their last year's value.

CCIA-BML certified exports (in million \$)



Top export markets of CCIA-BML certified exports

Lebanese exports, according to the CCIA-BML exports data, went to nine major markets of Arab countries in 2018, in addition to Turkey.



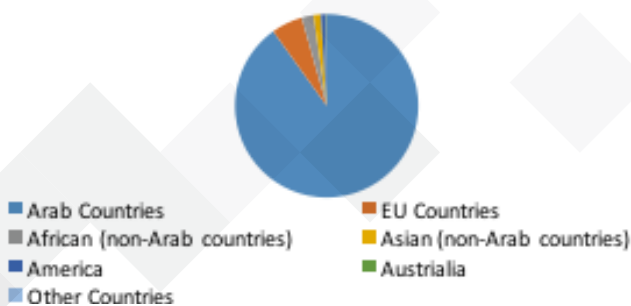


Geographical distribution of CCIA-BML certified exports

Over 90 percent of total exports certified by the CCIA-BML went to Arab countries during 2018, up from 80 percent in 2012; followed by EU countries and African non-Arab countries which imported 5.5 percent and 2.1 percent of total certified exports, respectively. Certified Lebanese exports to Arab countries stood at nearly \$2.8 billion in 2018.

This geographical distribution of imports has been sustained over the past decade due to the nature of Lebanese products that cater better to the demand of Arab markets and due to the lack of compliance of Lebanese products to international norms and specifications which hinders their access to more demanding markets such as the EU countries and the US.

Geographical Distribution of CCIA-BML Certified exports in 2018



The top five European countries in terms of their imports of CCIA-BML certified products are: Turkey, Italy, France, Switzerland and Spain. Turkey imported 31.9 percent of products going to the EU, followed by Italy which imported 13.5 percent of Lebanese products going to that region. France's share of certified exports to the EU formed 12.4 percent while the share of Switzerland and Spain was 11.9 percent and 6.2 percent, respectively. The value of Lebanese CCIA-BML certified exports to Turkey and to France stood at \$55 million and \$23 million, respectively, during 2018. It's worth mentioning that over 50 percent of certified exports to Turkey are of base metals and articles thereof.

Main Lebanese products exported in 2018 based on CCIA-BML certified exports

Base metals and products thereof rank first in the list of main Lebanese exported merchandise according to the certificates issued by the CCIA-BML. Lebanon exported \$923 million worth of base metals in 2018. This category forms 29.2 percent of total CCIA-BML certified Lebanese exports. Base metals are mainly exported to

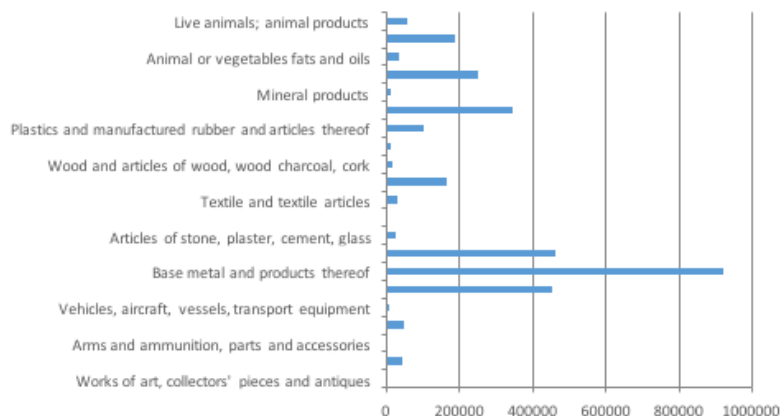
Egypt (\$689 million); Iraq (\$110 million) and KSA (\$29 million).

The second most important Lebanese product exported based on CCIA-BML certified exports data; is pearls, precious and semi-precious stones or precious metals that constitute 14.6 percent of total certified products exported and amounted to \$461 million in 2018. The largest export markets for this category are: UAE; Qatar; Kuwait and KSA. These markets imported, respectively: \$163 million; \$110 million; \$68 million and \$51 million, worth of pearls; precious and semi-precious stones and metals in 2018.

Machinery and electrical equipment were the third largest category of Lebanese exports, as per data certified by the CCIA-BML, this category forms almost 14.3 percent of total certified exports and stood at \$452 million in 2018. Main importers of Lebanese machinery and electrical equipment are UAE, which imported \$117 million of this category; Syria with \$85 million worth of imports of machinery and Egypt which imported \$41 million.

The fourth largest category of CCIA-BML certified exports is the chemical products or related industries; which forms 10.9 percent of total Lebanese certified exports. The biggest export markets for this category are: KSA; Iraq and Syria which imported respectively: \$54 million; \$38 million and \$33 million, worth of chemical products in 2018. Lebanon has exported nearly \$343 million of chemical products in 2018 of which nearly 16 percent went to KSA.

Main Lebanese products exported in 2018 based on CCIA-BML certified exports (in thousand \$)



For the full report, kindly visit the CCIA-BML website or click on the following link:

https://www.ccib.org.lb/uploads/CCIABML%202018_1.pdf



Employers' Survey Lebanon

Pilot Skills Gap Analysis In Manufacturing Sector

Executive Summary

In view of the need to set up specific measures to facilitate access to the labour market, in particular of Lebanese youth, the public and private authorities have launched the process to design and implement a systematic and harmonised national Employer's Survey. Such a survey would support the monitoring of labour market developments and skills needs and would complement the Labour Force Survey. Upon the initiative of the Ministry of Labour (MoL), the task force composed of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCA-BML) the Ministry of Education and Higher Education (MEHE), National Employment Office (NEO), Ministry of Industry (Mol) and Association of Lebanese Industrialists (ALI) with the support of the European Training Foundation launched a pilot survey in the manufacturing sector in order to identify a possible format for sustainable process of mapping employers' needs with the objective to adapt the training offer. The pilot project was hosted within CCIA-BML and implemented thanks to its resources. The survey used tool is Monkey survey. Two versions in English and Arabic were electronically disseminated by end of 2018 to more than 5.000 industrial enterprises.

Key findings

Workforce: current structure and characteristics

As expected, high-skilled jobs are held by people who have higher education qualifications, while low and-medium skilled jobs are held by workers who have secondary or less than secondary level of education.

For instance, 81% of jobs at the top end of the occupational ladder are held by people with a university degree, while more than 80% of jobs at the medium and low end of the occupational ladder are held by people with at most a secondary level of education. On the other hand, there is a large number of people towards the bottom of the occupational ladder who have university degrees. For instance, almost one-fifth (17%) of all workers in low-skilled occupations have a higher education qualification. It seems that there is strong demand for workers with vocational qualifications in medium and low-skilled occupations. This is also true at the top end of the occupational ladder. In fact, 19% of high-skilled occupations are held by workers with vocational and technical education degrees. This means that in spite of the image problem that the VTE system suffers from, the manufacturing sector relies heavily on VTE graduates at all occupational levels. This calls for a cooperation between the manufacturing sector and the VTE system (Ministry and schools) in order to assess the performance of the graduates and work on systematic and regular curricula development.

Now looking at the gender distribution of occupations, we notice that high-skilled jobs are almost equally distributed between male and female workers. This is not the case for medium and low-skilled occupations. In particular, females represent 42% of high skilled occupations, but only 12% of medium and 27% of low skilled occupations. This is understandable since with the traditional role of females as caretakers of families and children, they require relatively high salaries in order to induce them to join the

labour market. In addition, females sometimes avoid many manufacturing low and medium skilled occupations like mechanics, electricians, blacksmiths, welders and moulders. Moreover, foreign workforce is mainly concentrated in medium (12%) and low-skilled (13%) jobs.

Quantitative analysis

While job creation is an indicator that the industry is expecting to grow in the future and reflects strong production potential, it also means that finding talents with the right skills to fill the open jobs is a challenge. The latter is detrimental to sustain such growth.

Around 60% of the manufacturers in the survey indicated an affinity toward in-house or external training as a solution to the current skilled worker shortage. Though this can help manufacturers increase productivity, it increases their costs in the short term.

Around 21% of the manufacturers in the survey would refer to outsourcing in order to overcome the lack of skills. Though outsourcing can help manufacturers increase productivity and save investments in the short term, it poses several risks. The most important risk is that manufacturers could be losing out on opportunities to develop high-potential employees and create a steady in-house supply of talent in the long-term.





The data collected above has important implications for the Lebanese educational system. It is clear that there is a substantial demand in the lower half of the occupational ladder. Many of these occupations either lend themselves to vocational education, or are characterised by poor work conditions which discourage job seekers.

A productive and continuous dialogue between the private sector and the educational policy makers is a must. The VTE and university curricula should recognize and deal with the needs of the labour market. The main burden of workers' training should be laid on the educational system. Learning how to communicate, for example, starts on day one in schools. Technical skills should be learned at VTE and universities. In other words, training starts at schools and is complemented in the labour market. This reduces the cost and improves the productivity of the manufacturing sector.

A large number of workers towards the bottom of the occupational ladder have university degrees. This suggests that many people may be "overqualified" or in jobs that are unlikely to be making good use of their skills. Hence, this suggests the existence of a mismatch between labour demand and labour supply. It also suggests that the creation of high-skilled jobs has not kept pace with the rapid increase in educational attainment and qualifications.

Around 13% of medium and low-skilled jobs are occupied by foreign workers. This may be because the work conditions and the proposed salaries do not attract national workers.

Main conclusions and recommendations

As explained above, the most needed occupations today and in the future fall at the bottom of the occupational ladder. Currently, more than

one-third of the respondents face lacks in almost all the technical skills (basic computer literacy, operating/maintaining machinery, efficient use of materials, technology, equipment and tools). Concerning the employability skills, one-third of the employers are currently facing lacks in multiple task performance, oral and written communication skills and foreign language knowledge. Problem solving and leadership skills are also needed. On the other hand, in the near future, employers are looking to hire workers able to maintain and operate machineries, endowed with problem solving skills and who are team players.

“MANY PEOPLE MAY BE “OVERQUALIFIED” OR IN JOBS THAT ARE UNLIKELY TO BE MAKING GOOD USE OF THEIR SKILLS. THIS SUGGESTS THE EXISTENCE OF A MISMATCH BETWEEN LABOUR DEMAND AND LABOUR SUPPLY”

Efforts need to move beyond short-term solutions such as outsourcing in order to solve the skills shortages in manufacturing. A number of strategic approaches that manufacturers could take to influence a more positive employment future must be identified. The creation of apprenticeship programs may be a promising pathway for filling many of the skilled jobs that lie open in the manufacturing industry. The government, the universities, the technical institutes and manufacturers together can fund such education and apprenticeship programs to develop a job-ready stream of qualified workers. On the other hand, public-private partnerships must be encouraged. Manufacturer may partner with public agencies, universities or training insti-

tutes to train their workforce and hire skilled workers. Manufacturers often possess the necessary means and sometimes the knowledge to train but their access to new workers is limited. Universities are in the opposite situation. Manufacturers should be encouraged to forge long-term partnerships with universities to develop programs that build a strong connection with the industry, creating skilled and talented graduates.

Policymakers must focus on strengthening vocational education and training, as well as encouraging employers to improve the work conditions in order to make better use of the skills of their workforce and encourage high schools students to pursue vocational and technical education. First, serious efforts should be spent to improve the image of Vocational and Technical Education in order to attract quality students. Second, training is not a once in a life time activity. VTE graduates need to upgrade their skills through continuous training and licensing. The study shows that the most needed skills are linked with lower and medium ends of the occupational ladder. In particular, operating and maintaining machinery are the most needed. This calls for continuous cooperation between the private sector and the Ministry of Education and Higher Education to adjust curricula on regular basis in order to meet the market needs and provide the proper training in a life-long learning process.

The presence of foreign workers in the Lebanese manufacturing sector cannot be ignored. Foreign workers are demanded because they are less costly. So, on one hand they help reduce cost of production, but on the other hand they lead to more unemployment among nationals. It is very crucial to organize their presence in the market in terms of legalization and official registration at the concerned authorities.



THE CHAMBER OF TRIPOLI ON THE NATIONAL SCENE

In order to face the economic and investment transformations of the modern world and their impact on the national economy, the Chamber of Tripoli and North Lebanon is launching a large development investment project based on an integrated approach through the assessment of the role and function of the Lebanese public facilities in Tripoli and the North.

Taking into consideration the wide range of sources of strength of the Greater Tripoli, the plan incorporates the development of the port of Tripoli, the airport of President Rene Mouawad (Klayaat airport) and the Special Economic Zone.

In this framework, the Chamber of Tripoli and North Lebanon has been at the heart of interest of various economic figures and organizations. In the following lines some highlights on the visits of public economic figures and business delegations to the Chamber and the outcome of their meetings with its Chairman Toufic Dabboussi.



Tripoli and North Lebanon.

CCIA-Tripoli and North Lebanon launches a Lebanese airport of 10 million and 452000m²

During his meeting with Chairman Dabboussi, Dr. Hamdi Shawq expressed his delight to be commissioned by the Chamber to undertake a specialized technical study on the expansion of President Rene Mouawad Airport (Klayaat airport).

«We believe that Klayaat airport is central within the economic development investment plan launched by the Chamber, which we hope to achieve as soon as possible,» Eng. Shawk said, adding “we are dealing with a vital facility in the air transport field at the Arab and international levels by virtue of its geographical presence in the eastern Mediterranean... this airport is needed globally and locally in the strategic sense,» he concluded.

On his part Dabboussi described the study regarding the airport of Klayaat as the first major milestone in the development investment project and falls in line with the expansion of the port of Tripoli along the waterfront stretching from the port of Tripoli to the Klayaat area.





President Mikati visits the Chamber of Tripoli and North Lebanon

President Najib Mikati visited the Chamber of Tripoli and North Lebanon at the head of the Independent Parliamentary Central Bloc delegation, which included Minister Adel Afouini, MPs Jean Obaid and Nicholas Nahas, and Dr. Ali Darwish in the presence of Chairman Toufic Dabboussi and members of the board of directors, Mayor of Tripoli Eng. Ahmad Qamaredine and members of municipal councils, economic bodies and social figures.



left to right : Nicholas Nahas, President Najib Mikati, Toufic Dabboussi, Adel Afouini.

Dabboussi reviewed the largest Arab national and international investment project in Lebanon, which aims to expand the port of Tripoli, the Klayaat airport and the special economic zone.

Using the virtual technology, Eng. Patrick Suleiman presented the Master plan for the expansion project related to the port to an area of ten million square meters and forty two and fifty square meters. Dr. Hamdi Shawq presented a preliminary study related to the airport of Klayaat and its expansion to an area of the size of the airport.

Eng. Gaby Khoriaty highlighted the Chamber's project related to the Knowledge Economy Center and other projects, namely the Sustainable Development Building in accordance with the 17 United Nations principles in the area of sustainable development and the model of the project related to the construction of offices and laboratories of the Chamber on the premises of the port of Tripoli.

President Mikati proclaimed his full endorsement of the Chamber's choices: «We are closely following the progress made by the Chamber,» he said and called to draw a road map to work out the best formula for coo-



President Najib Mikati and Chairman Toufic Dabboussi.

peration with the Chamber in order to achieve the development of master plans for the region, stressing the need to work in the legislative area because investors are encouraged to invest in a safe business regulatory environment guaranteeing their investments.

He further noted that the project related to the building of the Chamber's laboratories within the premises of the port would make it a basic facility providing thus employment opportunities for the workforce. He stressed on establishing fruitful cooperation with the Chamber towards achieving "Tripoli, the economic capital of Lebanon".

At the end, the participants were briefed on the various Chamber's projects that have placed Tripoli and North Lebanon Chamber at the heart of the modern economy in terms of options and implementation, particularly the Quality Control Laboratories, the Industrial Development and Alimentary Research Center (IDRAC) which also hosts specialized centers, including the olive oil tasting center, the honey collection center, and the drying fruit center.





Lebanese Economic Organizations: Tripoli Chamber projects are vital to Lebanon and at the Arab regional and international levels

At the invitation of Toufic Dabboussi, Chairman of the Tripoli and North Lebanon Chamber, the Lebanese Economic Organizations held its meeting at the headquarters of the Chamber of Tripoli and North Lebanon under the chairmanship of its Chairman Mohamed Choucair, the Minister of Telecommunication and Privatization. The meeting was attended by Jacques Sarraf, President of the Union of Mediterranean Businessmen, Nicolas Chammas, President of the Beirut Traders Association, Pierre Achcar, President of the Lebanese Federation for Tourism Industries, Engineer Maroun Helou, President of Lebanese Contractors Syndicate, Rafic Zantout, President of the Lebanese Economic Forum, Max Zakka, President of Insurance Association, Dr. Fadi Gemayel President of Lebanese Industrialist Association represented by Omar Hallab, Mohamed Lama, Vice President of the Beirut and Mount Lebanon Chamber, Ibrahim Fawz, Vice President of Tripoli and North Chamber, Rabih Sabra, Director General of Beirut and Mount Lebanon Chamber.

Dabboussi referred to the expansion of Klayaat Airport, which is currently about 3 million square meters. "The expansion can be done through a series of acquisitions available for seven million four hundred and fifty-two square meters of lands surrounding it, where it is not allowed to build any buildings," he explained, adding that the total area will be ten million four hundred and fifty-two square meters. As confirmed by the technical feasibility studies, this airport will be the only qualified airport to become an international airport similar to modern international airports when compared to other Lebanese airports. On the other hand, the special economic zone can enjoy five million square meters near the harbor and the airport.

He pointed out that the expansion project is bringing about profound social transformations that affect the entire North impacting the national economy as it provides tens of thousands of jobs and cut the way to the phenomena of violence and extremism. In addition, it constitutes an urgent need for all countries and companies of the world, including oil, gas, petrochemicals, industrial zones, storing warehouses, dry dock for ship repair and other projects. The railway also plays a new role in the movement of commercial transport.



Toufic Dabboussi and Mohamed Choucair.

Mohamed Choucair noted that the projects presented by chairman Dabboussi are not dreams, but realistic achievable projects: The airport is a priority and represents a vital need. The special economic zone needs a new chairmanship because the advanced steps that the SEZ has taken need to be completed, and called for the urgent need to find rapid solutions to the electricity sector.

He pinpointed three main issues the meeting should address: 1) the necessity of appointing the Chairman of the Board of Directors of the Special Economic Zone to complete the progress achieved; 2) to follow up the airport case with the Minister of Works and Maritime Transport based on the partnership between the public and private sectors.; rely on the Chinese side with all its capabilities, capacities, expertise and cooperation in relation to major investment projects.

Engineer Maroun Helou stressed on the need to have a comprehensive integrated plan for Tripoli to become an economic platform. "It is necessary to adopt a methodology and hierarchy in project proposals, thus the need to move from words to deeds, ie to the stage of implementation of projects," he said adding: «We commend the pioneering steps of Chairman Dabboussi, which are practical steps, and fully understand the requirements of developing the business environment.»



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

« Jacques Sarraf confirmed that China is a real partner in the mega investment projects. “ I encourage chairman Dabboussi to move forward with continuing to prepare his project files and continue to communicate with the Chinese side,” he said. He also pointed out that the Chamber must be ready to receive a Russian delegation in the near future and that the various economic facilities in Tripoli and Beirut should be integrated from the airport to the port and other economic facilities.

« Pierre Achkar underlined the role that Tripoli can play in the tourism sector “because we believe that, in addition to outstanding historical and heritage features, Tripoli has potentials in terms of human capabilities and in terms of geographical location, which is unique and attractive”.

« Nicolas Chammas congratulated the Chamber on the steady, rapid and impressive progress it has achieved. “We see the people of Tripoli as the basis for human and capital investments. We support them in their aspirations as we see the private sector essential in stirring and developing public economic facilities,» he said.

« Ibrahim Fawz noted that it is important that the Lebanese Economic Organizations adopt the Master



Plan for the expansion project of public utilities in Tripoli. “The Lebanese Economic Organizations should be convinced of the importance of the Tripoli Chamber project, so as is to present it at a later stage to President Saad Hariri,” he said adding “we believe in the integration between Tripoli and Beirut.»

In the end, Chairman Dabboussi presented a symbolic gift to His Excellency Mohamed Choucair, a medal with the slogan : Toward “Tripoli, the Economic Capital of Lebanon», as well as the specialized engineering and technical feasibility study related to President Rene Mouawad Airport (Klayaat airport).



WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL’s aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Government and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON





CCIA Tripoli and North Lebanon hosts a symposium on «the Silk Road and its Role in the Development of the North»

Dabboussi: «Our large investment projects are in line with the plans and strategies of China»

At the invitation of the Arab-Chinese Association for Cooperation and Development and the Chamber of Commerce of Tripoli and North Lebanon, a seminar on «the Silk Road and its Role in the Development of the North» was held at the Order of Engineers and Architects in Tripoli, in the presence of the Chinese Ambassador to Lebanon Wang Kejian, MP Nabil El Jisr, MP Hadi Hobeish. Chairman of the Chamber of Tripoli and North Lebanon, Toufic Dabboussi, as well as Head of the Order of Engineers and Architects in Tripoli, Engineer Bassam Ziadeh, Director of relations in the Arab-Chinese Association Issam Al-Moraabi and Eng. Nabil Al-Assaad, in addition to municipal, economic and social figures.

Dabboussi pointed out that the 'Silk Road Economic Belt' initiative launched by the People's Republic of China represents a new approach, a new culture, and a new economy. Since Lebanon is linked to this initiative through a memorandum

of understanding, "partnering with China, this country with deep roots in civilization and great changes at all levels since seventy years, would require giant projects that are commensurate with a giant country such as China," Dabboussi said, noting that the studies carried out by the Chamber of Tripoli and North Lebanon concluded that the Greater Tripoli with its potentials represent the only attractive region capable of launching the largest social investment project nationally, within the Arab region, and at the international level as well.

He further explained: " We have a promising plan to attract Chinese investments and provide tens of thousands of jobs: An initial virtual port expansion guideline, a basic feasibility study to upgrade the airport of Klayaat to meet international standards with its technical and service dimensions, in addition to a railway along the waterfront, a railway with a renewed role different than in the past».

Dabboussi pinpointed the projects within the Chamber, such as the small and medium-sized enterprises that are supported by the European



Union and USAID, stating that "all these small and medium programs are only painkillers and fall short of change requirements».

«We have embarked on an integrated plan attractive to the region and to China. We met with the Ambassador of China to elucidate our projects and define the terms of a real partnership," said Dabboussi, adding "It is our responsibility to highlight the investment features of Greater Tripoli, which is the ability to launch a large humanitarian project that is in line with the plans and strategies of China».

This package of large investment projects puts Lebanon on the map of the world's economies, provides thousands of jobs, and cuts off the way on all aspects of violence and extremism. As such, «this project is nationwide and attain Tripoli's goal and projected role as the 'economic capital of Lebanon'. It would enable us to overcome all the weaknesses in our society that is thriving for security, stability, progress, and prosperity,» Dabboussi concluded.





Fifth Egyptian - Lebanese Forum in Cairo to enhance joint investments and trade

Choucair: I call Egyptian companies wishing to invest in the projects totaling 17 billion dollars to seize the opportunity of benefiting from these loans.

The "Egyptian-Lebanese Business Forum" was held in Cairo in presence of the Minister of Investment in Egypt Dr. Sahar Nasr, Minister of Communications Dr. Omar Talaat, the Lebanese Minister of Communications and Privatization Mohamed Choucair, and the Chairman of the Federation of Egyptian- African- Mediterranean Chambers Associations Ahmed Al-Wakil, in addition to a large number of investors and leaders of companies and institutions operating in various sectors.

The Forum was held on the sidelines of the «Egypt Forum for Investment» that took place over two days from 2 to 3 March 2019. It included a dialogue session followed by honoring each of the ministers Dr. Nasr, Talat, Choucair and the Lebanese journalist Ahmed Al-Ghaz.

The Chairman of the Egyptian-Lebanese Businessmen Association Eng. Fathallah Fawzi stressed in his speech on the role of the private sector in both countries in the construction sector and the need to achieve real integration in trade and investment in the Arab region and to find solutions to obstacles that prevent the inter-Arab integration in the first place as well as the Egyptian-Lebanese integration and partnership.

Fawzi noted that the 5th forum represents an opportunity for all parties to communicate with each other, government, private sector and business organizations, commending



Dialogue session: Egyptian Minister of Communications Dr. Omar Talaat, the Lebanese Minister of Communications & Privatization Mohamed Choucair, Minister of Investment in Egypt Dr. Sahar Nasr, and speakers.

in this regard the support of the Egyptian Ministry of Investment and Trade and the Office of Commercial Representation, as well as the great encouragement and support of Egyptian and Lebanese diplomacies represented by Ambassadors Nazih Al Najari and Ali Al Halabi.

The Deputy chairman of the Egyptian Lebanese Businessmen Association, Fuad Hadra, stressed the importance of this economic event between Egypt and Lebanon, where many years of joint work has taken place between business organizations of the two countries through the Egyptian Lebanese Businessmen Association and Al-Iktisad Wal-Aamal Group and resulted in setting up many initiatives and recommendations to provide an Arab model for economic integration.

The Minister of Telecommunication and Head of Economic Organizations in Lebanon, Mohamed Choucair, noted the recent developments in Egypt: «We have witnessed the highest growth in Egypt in 2017. We encourage all those wishing to invest outside Lebanon to invest in Egypt as it is a large market and a gateway to Africa,» he said, referring to the large Lebanese presence in Africa where more than 750 thousand Lebanese live there.

Speaking about the present situation in Lebanon, Choucair noted that the international support for Lebanon received during the Cedre conference included pledges of \$ 11.7 billion distributed among 7.5 billion in soft loans to the Lebanese state, \$ 1 billion in donations and \$ 3.3 billion to the private sector. "I call Egyptian companies wishing to invest in the projects totaling 17 billion dollars to seize the opportunity of benefiting from these loans," he said, and added that Lebanon will soon enter the club of oil producing countries, and will start the first exploration in the fall. He expected the cabinet will soon decide to launch a new licensing cycle.

He concluded by expressing Lebanon's readiness to provide assistance and information to those wishing to invest in these projects "because there is a high demand from international companies," he said, adding he would hold a conference in London in December to discuss the investment projects, in addition to a conference scheduled to be held in Paris at the request of the French government under the patronage of Prime Minister Saad Hariri, as well as another conference in Germany at the request of the German government.





Saleh: Promoting opportunities for cooperation and exchange of expertise among Arab countries

Under the patronage of His Excellency Mr. Abdul Fattah Al Sisi, the 5th "Egyptian Forum for Investment" and the Fifth "Egyptian-Lebanese Business Forum" were held on 3 and 4 March 2019 in Cairo. The Forum was organized by: the Union of Chambers in Egypt in co-operation with the Union of Arab Chambers and Al-Iktissad Wal-Aamal Group. The participants in the two forums included ministers and high officials, investors and companies' leaders working in different sectors. Mohamad Saleh, the Chairman of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon, took part in the two events.

In their interventions, speakers focused on the mechanism to develop the role of the private sector in the Arab countries to achieve real integration in trade and investment. They also shed light on the qualitative leap in the Egyptian-Lebanese economic bilateral relations, whereby the volume of trade exchange amounted to nearly one billion dollars still not to the extent worthy of the depth and strength of relations between the two countries.

At the Egyptian Forum for Investment, Saleh referred to the event as a platform to address the latest developments in Egypt and the Arab countries. He called to benefit from the comparative advantage in different business sectors in order to enhance cooperation and improve the quality and volume of exports within the regional and international markets.

Saleh met with heads of Arab chambers of commerce and businessmen working in different economic sectors. He discussed mechanisms to boost cooperation between Arab businessmen and their Lebanese counterparts as well as ways to promote cooperation with Saida and South Lebanon Chamber.



left to right : Mrs. ALia Abbas DG Ministry of Economy and Trade, Eng. Fathalla Fawzi, Chairman of Egyptian Lebanese Businessmen Association, Dr. Sahar Nasr, H.E. Mohamed Choucair



Strategies and Methods to Attract and Retain Customers (Marketing & Communication)



Program duration: 3 weeks

3 Modules:

- Relationship and Interactive Marketing (two sessions: 3rd & the 9th of April 2019)
- Communication (one session on 11th of April 2019)
- Digital Business (one session on 17th of April 2019)

Total: 4 sessions

Each session 3:00 pm – 6:00 pm

Location:

Saint-Joseph University premises (CEULS) and Chamber of Commerce

Teaching method:

- ✓ Interactive methods: Case studies, Teamwork, Role-play, Simulations, Debate, Brainstorming, Flipped classrooms and Presentations.
- ✓ Readings between every module

Modules:

- ✓ Strategic Marketing
- ✓ Communication
- ✓ Digital Business

Cost / Participant: 350\$

The office of regional development and external programs at Université Saint-Joseph de Beyrouth offers its training program in Saida.

For more information, do not hesitate to contact us on:

Fadi EL HAGE
Deputy of the Rector for
Regional Development and
External Programs
f.elhage@usj.edu.lb
info@usj.edu.lb
961-4-21000 ext. 1152-1155
961-3-263093

Mrs Zainab Bataki El Sharif
Project Coordinator
Chamber of Commerce Bldg, 3rd Floor
Mansour Saad Roadward
P.O. Box 41 Saida, Lebanon
zbataki@ccias.org.lb
961-7-728535 ext. 330
961-3-117885

Dina SIDANI
Director
USJ - Campus of South Lebanon
dina.sidani@usj.edu.lb
961-5-421000 ext. 6111/6121
961-3-257113-96



CCIAZ Economic Development Strategy for the Bekaa region

Youssef Georges Geha

Growth can only be achieved through the implementation of homogeneous, interactive, and interconnected goals through strategic planning that has been adopted by most prominent countries. The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Zahle and Bekaa is confidently leading a development strategy for the region for a better life and a solid economy within available resources, which certainly affects the growth of the national economy. The Chamber's strategy for the economic development of the Bekaa region is summarized in several points. Some of them were implemented with the hope that the bulk of the plan will be achieved, and thus attain the desired progress and growth. The strategy was adopted by the Chamber's board in 2015 and consists of the following points:



• Industrial and Crafts Development:

1. Ensure industrial development and encourage investments in industries, especially in non-polluting ones, and seek to obtain attractive incentives for environmental industries with the concerned authorities.
2. Support developing and basic productive sectors as well as improve their capacities: food industries, dairy and cheese, bees and honey, renewable energy, veterinary medicines and products ... and others.
3. Promote handicraft industries (silver, stove, wine, arak, sirops, raisins, sweets, ice cream, gold, carpets, handicrafts, mill products, distinctive flowers medicinal products, aromatic oils, olive oil, etc...)
4. Establish industrial zones and review the environmental and organizational structure of the existing industrial zones; improve and develop work procedures and processes; help solving the problems of pollution, sewage and sanitation with the authorities.
5. Improve and support the capabilities of the Chamber's laboratories and improve the Chamber's Quality and Product Development section; sign agreements with the universities and with external and internal scientific centers internationally accredited.
6. Focus on quality and industrial excellence with the strict supervision of the Chamber.

• Agricultural Development and Guidance:

7. Support and develop agriculture to ensure the Lebanese food security; strive to reduce desertification, expand investment in the agricultural field with focus on specific, distinguished products that respond to the markets' needs; adopt modern irrigation systems; promote afforestation and increase green areas; plant medicinal herbs resisting to desertification and advantageous for the industry.
8. Communicate with the internal and external guidance centers and cooperate with them to exchange experiences.
9. Promote the cultivation of bees and encourage investments in this sector that is highly required.
10. Promote fish farms.

• Support social issues, empowerment of women and local cooperation:

11. Provide help and social support (for disabled people and others ...) and support sports activities.
12. Coordinate projects with elected local communities and the public sector.
13. Motivate women and encourage them to establish companies and institutions.
14. Empower rural women and support their activities; encourage cooperative thinking and help them create cooperatives, in which the quality of their products are monitored, and working towards marketing the goods in specialized exhibitions and sales points.

• Tourism and cultural development:

15. Promote our old and traditional food and strive to preserve it in our tourism establishments; highlight our specialties and create a distinctive sign of quality prepared according to the strict control and assurance of the Chamber.
16. Encourage the establishment of periodic festivals throughout the year and invite the largest number of internal and external media to cover the festivals and festivities from the 'flower festival' in May, to the 'festival of horses' in June, the 'bread and wheat' feast in July, and the 'Zahle', 'Baalbek', 'Niha' and 'Aanjar' festivals.
17. Encourage the establishment of cultural centers for poets, writers, artists and inventors to present their creations. Part of these centers must be dedicated to studies, research and guidance, and should communicate with Lebanese researchers, thinkers, and scholars spread around the world.
18. Encourage the establishment of resorts and ski centers in the high mountains, attracting winter tourists as well as summer visitors.





19. Zahle and the Bekaa should host exhibitions on Arabian horses. The Bekaa Valley is one of the most beautiful plains of the Middle East. Its climate is attractive for large investment projects in this field.

• Preserve the environment and wildlife:

20. Preserve the environmental security of the Bekaa region and clean up canals and sewers from chemical deposits spread in the cities and villages and in the rivers' streams.

21. Support and protect natural reserves and increase their numbers, preserve the wildlife and seek to transfer these reserves into natural sites for entertainment (Parks).

22. Set up a map of ecological footpaths to be distributed to nature lovers and hikers, (including locations of water springs).

23. Set up a botanical garden including all flowers and plants that grow in the region.

• Development of the transport sector and a tunnel linking the coast to the inland:

24. Complete the Arab highway and the works in the Directorate of Mdeirej to the Syrian border; address the issues related to the development of the road in the area of Kahaleh.

25. It is important to have a modern public transport system and encourage investments in this sector: buses, shuttles, etc.

26. It is important to have a train linking the Bekaa with Beirut, especially since the network is owned by the State and will pass through valleys without having to expropriate new lands. The first train line was established a hundred years ago between Serghaya - Riyak- Beirut. Our aim is to activate these lines and connect them with the outside because of their strategic and logistical importance to our goods and products.

27. Set up a strong and focused media campaign aimed at marketing the Bekaa Valley. Currently, information on the Bekaa economic advantages and attractions are not available.

28. Seek to connect the Bekaa to Beirut in 20 minutes through an electric train starting from the circular highway of Beirut through the valleys of: Hazmieh - Ain Saadeh- Beyt Meri - Baabdat - Broumana ... up to Tarshish, where a small tunnel will be needed.

• Trade and service development:

29. Encourage exhibitions, raise awareness through promotion campaigns and enhance the sense of honest competition for the benefit of the consumer.

30. Encourage the restoration of ancient markets and highlight their history and characteristics, and link them to the tourist map.

31. Encourage special offers at hotels and restaurants.



The rehabilitation of Litani River started in El Marge Area.

32. Support the existing companies and institutions and market their products through exhibitions as well as training of employees to infiltrate new markets.

• Promoting investment, economic zones and free zones:

33. Establish an office to promote and develop investments in the Bekaa region with reference to incentives and approximate prices of lands and industrial, environmental, and touristic regions.

34. Establish modern economic zones with high quality specifications and infrastructure owned by public-private cooperation, and provide greater incentives than IDAL tax exemptions (Area B), and even greater incentives than Dubai and Jabal Ali incentives in order to attract the largest number of companies. We want our youth to stay and get employment opportunities, not to migrate.

35. Go back to the idea of establishing a free zone in Riyak which is highly beneficial for the Bekaa. It is the only region that links Europe to the Arab-Asian region, and by establishing the dry port in the Bekaa (Twayteh or Taanael ...), this would support the ports of Lebanon (Beirut, Tripoli, Saida, Jounieh, and Tyre).

• Water, dams and renewable energy:

36. Seek to establish the largest number of dams and collect water for power generation and irrigation.

37. Seek to purify drinking water and irrigation water and preserve natural resources; build an artificial lake in the Central Bekaa to support irrigation in the Central and Northern Bekaa.

38. Encourage the use of solar energy, which is an important resource of the Bekaa (300 days of sun and many important valleys for hydropower and wind power).

• Encourage entrepreneurs and start-ups:

39. Encourage young people and start-ups in their endeavor and call for tax reduction in relation to their businesses, and to set up a fund that supports creative ideas and projects.

40. Establish business incubators in the Bekaa, support the launch of youth institutions and facilitate access to useful information necessary for their advancement.



Planet Pillar: Affordable and Clean Energy

ECONEWS continues publishing serial articles to shed lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs by the pillars of UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

Lebanon has shown commitment to international environmental conventions and set out its agendas for natural resource management and protection. While numerous pieces of legislation have been ratified over the years, applying these laws and regulations remains a challenge. Environmental goals are often overlooked, or not prioritized, due to the overwhelming political, economic, social and security challenges facing the country such as the impact of the Syria crisis. Although progress has been made towards some SDG targets, progress towards others has fallen short as natural resource management and climate change are standalone pillars in Lebanon's overall economic development agenda, despite efforts to counter the challenges through initiatives by the public and private sectors, civil society and international organizations.

Below is the progress status of SDG 12



SDG 12. Responsible Consumption and Production

Lebanon is party to multilateral environmental treaties, protocols and conventions, and national and sectorial legislation, policies and strategies have, to different degrees, incorporated sustainability principles. Nevertheless, there is still a need for a national sustainable development strategy and vision that connects these principles across sectors to cover all production and consumption patterns.

The environment protection law (444/2002), and a number of application decrees, support the SCP concept by cleaner production techniques, biodiversity conservation, prevention of natural resource degradation, environmental monitoring (pollution sources and abatement systems) and setting landfill standards and promoting recycling.

The Ministries of Environment and Industry developed Lebanon's Action Plan for Sustainable Consumption and Production for the Industrial Sector in 2015. The action plan aims to:

1. adopt best available techniques to promote SCP in the industrial sector.
2. introduce SCP approaches, related to the industrial sector, in policy and institutional frameworks.
3. educate and raise awareness of consumers about SCP in the industrial sector.
4. decouple key economic development from environmental pressure.
5. improve quality of life and wellbeing.
6. address key economic and social challenges.
7. apply life cycle thinking. This considers the impacts that occur during the life cycle of the consumption and production chain.

Other sector policies have increasingly incorporated elements of sustainability. Examples include the Ministry of Industry's integrated vision (Lebanon Industry 2025), executive strategy (2016– 2020) and 2017 and 2018 operational plans. The executive strategy has seven operational objectives, including objective five, 'encourage green industry', which confirms the ministry's commitment to promote sound environmental management and SCP principles in the industrial sector: supporting recycling, certifying industrial establishments for environmental management; supporting the use of sustainable energy and disseminating the culture of energy efficiency and green manufacturing (through workshops, training programmes, economic studies and scientific research); using renewable and alternative energy and improving energy efficiency in industries; gradually enforcing the concept of green industry as a pre-requisite for permits; and collaborating with the Ministry of Environment to support environmental compliance of existing establishments.

The Ministry of Industry is also working on the





organisation of existing industrial zones and constructing new and sustainable industrial zones in all Lebanese regions.

To assist the industrial sector with environmental compliance, in 2014 the Ministry of Environment (funded by the Italian government, the WB, the Central Bank and UNDP) launched the Lebanon Environmental Pollution Abatement Project. The project provides free technical assistance to industrial enterprises to evaluate their environmental status and propose actions to improve their overall environmental performance in line with the national regulations. The project also provides access to very soft loans to implement these actions

Solid waste management is a large, ongoing sector policy challenge. Lebanon, party to international conventions on hazardous waste management, has issued a national healthcare waste management decree. This specifies the types of waste in healthcare facilities and holds each medical institution responsible for managing its waste. An estimated 60 percent of healthcare waste is treated, while the rest (like industrial waste, demolition and other types of waste) is mixed with municipal waste. The Syrian crisis has added to the challenging solid waste situation in Lebanon. An estimated 15.7 percent of additional solid waste is attributed to displaced populations, leading to existing solid waste management infrastructure being stressed, an increase in open dumping and open burning of waste, and increased contamination of land, surface and groundwater.

Several strategies have been drafted over the last two decades to manage the municipal solid waste sector in Lebanon, but none were properly implemented for various reasons but primarily social acceptance and political factors. In January 2018, the Council of Ministers approved an integrated

solid waste management policy that sets material and energy recovery targets (25 percent and 35 percent respectively by 2024; 35 percent and 50 percent respectively by 2035), addresses dumps rehabilitation and promotes a decentralized approach to integrated solid waste management.⁶⁸ The Ministry of Environment is collecting information from municipalities on their waste management plans to prepare a comprehensive strategy. A draft national solid waste management law, setting out the governing structure of the sector, was submitted to Parliament in 2012 but has not yet been approved. Extensive initiatives are underway, across the public and private sectors and civil society, to reach the national recycling targets. In 2017 the rate of recycling, was estimated at 15 percent.

Such sustainability principles form part of other sectors' strategies and plans. One example is the Lebanese Petroleum Administration that has also committed to 'a process of assessment and management that is ongoing', with the aim to balance environmental and social protection with the development of offshore energy resources. This is a critical sector, new to Lebanon, that is still in its early development stages. Another example is Lebanon's 2015–2020 rural tourism strategy that is based on 'the cross cutting principles of sustainable tourism, heritage conservation, and community development'.

The Sustainable Public Procurement Action Plan, prepared in 2011, was based on a review of the public procurement legal framework. It seeks to incorporate environmental and social sustainability criteria into Lebanese public procurement laws. Implementing the plan depends on changes to a number of laws.

ENSURE SUSTAINABLE CONSUMPTION
AND PRODUCTION PATTERNS

12 RESPONSIBLE
CONSUMPTION
AND PRODUCTION





Lebanon in Figures

Key economic indicators computed by the Center of Economic Research on March 2019:

GDP: The economic real growth rate achieved 0.6 % in 2018, according to CAS estimates. GDP at current prices was estimated at USD 53.71 billion, compared with a growth rate of 0.6% and total output of USD 53.39 billion in 2017.

Consumer Price Index: Based on the Central Administration of Statistics, CPI have decreased by 0.74 % in the first month of 2019 since the end of 2018.

Balance of Payments: In the first month of 2019, the deficit of the balance of payments reached USD 1.38 billion compared to a surplus of USD 0.24 billion in the first month of 2018.

Trade Balance: The trade deficit amounted to USD 1.16 billion in the first month of 2019, compared to USD 1.43 billion in the first month of 2018. Exports decreased by 14.3%, while imports decreased by 18.1%. This led to 18.9 % of decrease of the trade balance deficit.

Public Finance: Till November 2018, public expenditures increased by 21.4 % compared to 11 first months of 2017, while revenues increased by 4.7%. Hence, the budget deficit increased by 72.4 %.

Primary deficit reached USD 0.49 billion till November 2018, from a surplus that reached USD 1.44 billion till November 2017. This was caused by the increase of total public revenues by 4.7%, while the debt's service rose by 10.8 % in addition to the increase of total public expenditures by 21.4 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

-0.49 \$ billion = 10.74 \$ billion – (16.55 \$ billion – 5.13 \$ billion – 0.19 \$ billion)

Public Debt: Public debt increased 5.4 % over one year, from USD 79.35 billion in November 2017, to USD 83.64 billion in November 2018.

in billion US\$

Ref.	Indicator	2014	2015	2016	2017	2018*	
10	Growth (% Real Change)	1.90%	0.40%	1.60%	0.60%	0.60%	
12	GDP (in current prices)	48.30	49.97	51.24	53.39	53.71	
	Beirut Reference Rate	Mar.2014	Mar.2015	Mar.2016	Mar.2017	Mar.2018	Mar.2019
	On LBP	8.55%	8.67%	8.71%	8.65%	10.70%	12.39%
	On USD	5.94%	6.08%	6.21%	6.67%	7.23%	9.29%
		2015	2016	2017	2018	Jan.2018	Jan.2019
20	CPI - CAS	-3.40%	3.14%	5.01%	3.98%	5.54%	-0.74%
21	M1	6.00	6.73	7.07	7.73	6.81	6.95
22	M2	52.15	54.66	52.46	50.95	52.85	49.77
23	M3	123.62	132.75	138.34	141.24	138.57	139.54
24	M4	130.92	139.91	145.46	148.83	145.77	147.15
26	Banks Assets	186.00	204.24	219.78	249.40	222.51	248.79
27	Banks Deposits - Private Sector	151.53	162.44	168.61	173.12	168.76	170.73
28	Banks Loans - Private Sector	48.04	51.02	54.16	51.78	53.03	50.73
30	Balance of Payment	-3.35	1.24	-0.16	-4.82	0.24	-1.38
		2014	2015	2016	2017	Sep.2017	Sep.2018
31	Current Account	-11.67	-8.12	-9.86	-12.4	-8.33	-9.45
		2015	2016	2017	2018	Jan.2018	Jan.2019
32	Balance of Trade	-15.12	-15.73	-16.74	-17.03	-1.43	-1.16
33	Imports	18.07	18.71	19.58	19.98	1.71	1.40
34	Exports	2.95	2.98	2.84	2.95	0.28	0.24
		2014*	2015*	2016*	2017*	2018*	
40	Unemployment Rate	20%	20%	20%	20%	20%	
41	Work Force	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	
42	Population	4.14 Mn	4.21 Mn	4.28 Mn	4.33 Mn	4.38 Mn	
43	Population 15 - 64 y.	2.78 Mn	2.83 Mn	2.88 Mn	2.92 Mn	2.95 Mn	
		2014	2015	2016	2017	Nov.2017	Nov.2018
51	State Budget Deficit	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75	-3.37	-5.81
52	Budget Revenues	10.88	9.58	9.92	11.62	10.26	10.74
53	Budget Expenditures	13.95	13.53	14.86	15.37	13.63	16.55
54	Public Debt	66.57	70.31	74.86	79.5	79.35	83.64
55	Debt Service	4.19	4.46	4.76	4.98	4.63	5.13
56	Total Primary	1.31	0.72	0.02	1.42	1.44	-0.49

* Estimates

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (10,11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)

M1=Currency in Circulation +Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP; M3=M2+Deposits in Foreign Currencies +Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:



**LETTERS OF CREDIT
DOCUMENTS**
MR. JACQUES SABOUNGI

APRIL 9,10 & 11, 2019
5:00PM-8:00PM
300\$



STAR SALES TEAM
MRS. RANDA KARIMEH

APRIL 12 & 13, 2019
10:00AM-3:00PM
275\$



**FEASIBILITY ANALYSIS
OF PROJECTS**
MR. WAEL HOUSSAMI

APRIL 9,10 & 11, 2019
9:30AM-3:30PM
300\$



**واجبات صاحب العمل
تجاه وزارة العمل**
MR. ADEL ZEBIAN

APRIL 16, 2019
9:30AM-1:30PM
100\$

For more information/registration:

01-353190 Call Center 1314 Ext 15 or email: [lrc @ccib.org.lb](mailto:lrc@ccib.org.lb)

www.ltc.org.lb



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

BUSINESS OPPORTUNITIES

Regolit LTD

Activity: Canned Vegetables Looking for Importers
Location: Hungary
Phone: 003612535746
Mr. Attila Márkus
Email: markusa1@t-online.hu
zafer@zafer.hu
Website: <https://zafer.hu/en/>

Pegneon

Activity: Electronic Educational / Looking for Importers
Location: Greece
Phone: 00302310065500
Email: efi@pegneon.com
Website: www.pegneon.com

Sapoon

Activity: Natural Cosmetics Products/ Looking for Importers
Location: Greece
Phone: 00302104835226
Email: souentie@sapoonstore.com
Website: www.sapoonstore.com

Shamsi Vege & Fruits Company

Activity: Frozen Vegetables & Fruits/Looking for Importers
Location: Pakistan
Phone: 0092 21 3438 2033
0092 300 924 2033
Email: shamsivegefruits@gmail.com

FEDORA

Activity: Leather Products/ Looking for Importers
Location: Pakistan
Phone: 0092523574449
00923313574449
Email: fedorateco@gmail.com

Sharg Ulduzu

Activity: Wine Production / Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994223023605
00994223023607
Email: admin@sherg-ulduzu.com / sherg_ulduzu@yahoo.com
Website: www.Sherg-ulduzu.com

Balkhoorma

Activity: Dried and Semi-Dried Fruits/ Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994125395392
Email: rovshan@balxurma.az
Website: www.balxurma.az

CONFERENCES

Dublin Tech Summit

Scope: Technology
Location: Dublin - Ireland
Date: 10 -11 April 2019
Website: www.dublintechsummit.com

The 10th International Business and Investment Conference

Scope: Investment
Location: Sarajevo - Bosnia and Herzegovina
Date: 17 -19 April 2019
Email: info@sarajevobusinessforum.com
Website: www.sarajevobusinessforum.com

The Arab Banking Conference for 2019

Scope: Banking
Location: Beirut - Lebanon
Venue: InterContinental Phoenicia Hotel
Date: 23 - 24 April 2019
Phone: 009611377800
Fax: 009611364952
Email: uab@uabonline.org

Global Business Network

Scope: Global
Location & Date: Toronto 23 - 24 April 2019
London 29 - 30 April 2019
Phone: 00441274028677
Email: admin@globalbusinessnetworkshow.com
Website: www.globalbusinessnetworkshow.com

AI Everything

Scope: Artificial Intelligence
Location: Dubai - U.A.E.
Venue: Dubai World Trade Centre
Date: 30 April - 01 May 2019
Phone: 00971 4 332 1000
Email: Pierrick.LeBourdier@dwtc.com
Website: www.dwtc.com; <https://ai-everything.com>; <https://smartdubai.ae/>

Global High-End Manufacturing Summit-GHMS 2019

The 2019 Changsha International Construction Equipment Exhibition- CEICEE
Scope: Manufacturing / Construction
Location: China
Venue: Intercontinental Changsha
Date: 13 - 16 May 2019
Phone: 00861064987220
Fax: 00861064963611
Email: summit@apceo.com

Global Entrepreneurship Summit- GES 2019

Scope: Agriculture, Connectivity, Energy, Health, Food and Water
Location: The Netherlands - USA
Date: 04 - 05 June 2019
Website: www.GES2019nl.nl

EXHIBITIONS

International / National Trade Fair and Exhibition 2019

Industry: Global
Location: Sierra Leon- Africa
Venue: National Stadium -Syke Street
Date: 20 March - 21 April 2019
Phone: 0023276254932 / 0023276965867
Email: ceo@slccia.sl

HORECA

Industry: Hospitality and Food Services
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Sea Side Arena
Date: 02 - 05 April 2019/ from 03-10pm
Phone: 009611480081
Email: josette@hospitalityservices.com.lb
Website: www.horecoshow.com

Malaysia International Halal Showcase 2019

Industry: Halal Products
Location: Kuala Lumpur - Malaysia
Date: 03 - 06 April 2019
Phone: 0060341421699
Fax: 0060341422699
Email: admin@hwlima.org

Gourmet: International Fine F&B

Industry: Food and Beverages
Location: Madrid - Spain
Date: 08 - 11 April 2019
Email: president.zahr@lsbc-lb.org

Freskon 2019

Industry: Vegetables and Fruits
Location: Greece
Venue: International Exhibition Centre, Thessaloniki
Date: 11 - 13 April 2019
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Iraq Agro Food / Iraq Plast Print Pack

Industry: Agro Food / Printing and Packaging
Location: Baghdad - Iraq
Date: 15 - 17 April 2019
Phone: 00964770144484
Email: m.maerz@fairtrade-messe.de / sura@homeland-events.com
Website: www.fairtrade-messe.de

6th Iraq Energy Exhibition and Conference-IEE

Industry: Energy
Location: Baghdad - Iraq
Date: 22 - 24 April 2019
Phone: 009647905984770 / 009647712782919
Email: Eng.shahal2016@gmail.com / info@bg-iq.net / marketing@bg-iq.net

Agro-Food Oman

Industry: Agriculture, Fisheries, Food and Halal Products
Location: Sultanate of Oman
Venue: Oman Convention and Exhibition center
Date: 22 - 24 April 2019
Phone: 0096894041717 / 0096824700656
Email: Infra@alnimrexpo.com / media@alnimrexpo.com
Website: www.agro-oman.com

Exhibition of Constructions and Machinery/ Exhibition of Oil and Gas in Erbil

Industry: Constructions/ Oil and Gas
Location: Erbil - Iraq
Date: 22 - 25 April 2019
Phone: 009647705282446 / 009647731379649
Email: Iraq@pyramidsfaireg.com
info@erbikfair.com
Mining World Russia



EXHIBITIONS

Mining, Processing and Transportation of Minerals

Location: Moscow - Russia
Venue: Crocus Expo
Date: 23 – 25 April 2019
Phone: 007 (499) 750-08-28
Email: electron@ite-expo.ru
Website: <http://www.ite-russia.ru/ru-RU>

Mioge

Industry: Oil and Gas
Location: Moscow - Russia
Venue: Crocus Expo
Date: 23 – 26 April 2019
Phone: 007 (499) 750-08-28
Email: electron@ite-expo.ru
Website: <http://www.ite-russia.ru/ru-RU>

Analitika Expo

Industry: Laboratory Equipment and Chemical Reagents
Location: Moscow - Russia
Venue: Crocus Expo
Date: 23 – 26 April 2019
Phone: 007 (499) 750-08-28
Email: electron@ite-expo.ru
Website: <http://www.ite-russia.ru/ru-RU>

Pteroserv / HSEW Expo

Industry: Energy and Petroleum/ Environment and Health
Location: Sfax - Tunisia
Date: 23 – 26 April 2019
Website: www.hsew.com.tn/
www.pteroservexpo.com

Barcelona Bridal Fashion Week 2019

Industry: Fashion
Location: Barcelona - Spain
Date: 23 – 26 April 2019
Phone: 0034932332000
Email: barcelonabridalweek@firabarcelona.com
Website: <http://www.barcelonabridalweek.com/e>

Koppex 2019

Industry: Office Furniture/ Electricity and Electronics/ Construction and Safety Products
Location: Goyang - Korea
Date: 24 – 26 April 2019
Phone: 00905330302460
Email: info@intrexgp.com
Website: www.intrexgp.com

International Dates Festival

Industry: Dates
Location: Doha – Qatar
Date: 24 April – 04 May 2019
Phone: 0097444263274
Email: Info.dates@mme.gov.qa/ammaleki@mme.gov.qa

The 2nd International Exhibition for Health Services

Industry: Health
Location: Baghdad - Iraq
Date: 25 – 27 April 2019
Email: info@businessground.iq

The Thousands and One Night

Industry: Art
Location: Beirut - Lebanon
Date: 26 April 2019
Phone: 009611497494
Email: joumana@mirrosme.com
Website: www.artual.co

Lebanese Agro Food Festival

Industry: Agro Food
Location: Sao Paulo and Rio de Janeiro - Brazil
Date: 28 April – 04 May 2019
Phone: Mr. Charles Zazour –Ministry of Agriculture 009613666676

International Horticultural Exhibition 2019

Industry: Agriculture, Water and Electricity
Location: Beijing - China
Date: 29 April – 07 October 2019
Phone: Embassy of the People's Republic of China in Beirut 01856133

International Fur Fair Kastoria

Industry: Fur, Leather and Machinery
Location: Greece
Date: 02 – 05 May 2019
Phone: +30 24670/22353, 23116, 44441
Email: info@akf.gr
Website: www.furfairkastoria.com

Thessaloniki Book Fair

Industry: Book Fair
Location: Greece
Venue: International Exhibition Centre, Thessaloniki
Date: 03 – 06 May 2019
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Greek Travel Show

Industry: Travel and Vacations
Location: Greece
Date: 04 – 06 May 2019
Phone: 0030 2310 291188
Fax: 0030 2310 291658
Email: travel@helexpo.gr
Website: www.greektravelshow.helexpo.g

ChemPlast Expo 2019

Industry: Chemical and Plastic
Location: Madrid - Spain
Date: 07 – 09 May 2019
Phone: +34 917942830
Email: info@chemplastexpo.com

Website: <https://www.chemplastexpo.com/en/>

1st Addis Chamber International Medical Trade Fair

12th Addis Chamber International Specialized International Agriculture & Food Trade Fair
Industry: Medicine / Agriculture & Food
Location: Addis Ababa - Ethiopia
Date: 09 – 13 May 2019
Phone: 00251115504647/48
Fax: 00251115504649
Email: tradefair@addischamber.com
Website: www.tradefair.addischamber.com

FIMI Kids Fashion Week 2019

Industry: Kids Fashion
Location: Valencia - Spain
Date: 10 – 12 May 2019
Phone: +34 96 386 11 47
Website: www.fimi.es/en/home/con-oc-fimi

Barcelona Building Construmat 2019

Industry: Construction Materials
Location: Barcelona
Date: 14 – 17 May 2019
Phone: 0034932332000
Website: <http://www.construmat.com>

3rd China International Tea Expo

Industry: Tea
Location: China
Venue: Hangzhou International Expo Centre
Date: 14 – 19 May 2019
Website: <https://10times.com/tea-industry-expo-hangzhou>

13th Azerbaijan International Agriculture Exhibition

Industry: Agriculture
Location: Azerbaijan
Venue: Baku Expo Center
Date: 15 – 17 May 2019
Website: www.caspianagro.az

10th Ecology Izmir Fair

Industry: Organic Products
Location: Izmir - Turkey
Venue: Fuarizmir
Date: 15 – 18 May 2019
Phone: 00905314063839
Email: info@alkaramtrade.com
Website: fairs@alkaramtrade.com

Digital Business World Congress 2019

Industry: Digital Business
Location: Madrid - Spain
Date: 21 – 23 May 2019
Phone: 0034 917942830
Email: info@des-madrid.com
Website: <https://www.des-madrid.com>

MinTech

Industry: Mining, Metallurgical, Coal and Power
Location: Kazakhstan
Venue: Ust-Kamenogorsk City/ Pavlodar City
Date: 22 – 24 May 2019
Phone: 007727317628/ 3137629
Email: kazexpo@kazexpo.kz
Website: www.kazexpo.kz

China Homelife Turkey 2019

Industry: Global
Location: Istanbul - Turkey
Venue: CNR
Date: 23 – 25 May 2019
Phone: 00905314063839
Email: info@alkaramtrade.com
Website: fairs@alkaramtrade.com

Posidonia 2019

Industry: Shipping
Location: Greece
Date: 28 – 29 May 2019
Phone: 0030 210 4283608
Fax: 0030 210 4283610
Email: seatourism@posidonia-events.com
Website: www.posidoniaseatourism.com

KazInterPower

Industry: Power Engineering and Electrical Machinery
Location: Kazakhstan
Venue: Pavlodar City
Date: 28 – 30 May 2019
Phone: 007727317628/ 3137629
Email: kazexpo@kazexpo.kz
Website: www.kazexpo.kz

International Defense and Security Exhibition 2019

Industry: Defense and security
Location: Madrid - Spain
Date: 29 - 31 May 2019
Phone: +34 912317004
Email: info@feindef.com
Website: <https://www.feindef.com/eng/>

Sima 2019

Industry: Real Estate
Location: Madrid - Spain
Date: 30 May – 02 June 2019
Phone: 0034 915774797
Website: <https://simaexpo.com/>

Tunisie-Afrique Export

Industry: Information Technology
Location: Tunisia
Date: 18 – 20 June 2019
Website: www.sitiafrica.com

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz,
Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

SANAYEH HEADQUARTER

T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH

T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH

T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH

T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Private Sector
Lobbying

Training
adapted to your
needs

Networking
and Business
Opportunities

Arbitration and
Mediation for
Business Conflicts

Export Support
and Economic Info

ATA and TIR
carnets to facilitate
your trade

**Become a member
and benefit from
our services**

www.ccib.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان